

NOUVELLES

CSN

Numéro 336

17 janvier
1992



1492
1992
SI COLOMB
REVENAIT!

DOSSIER

Pages 2 à 22



1992 Il y a des places où on va fêter. Mais peut-être n'est-ce pas ce qu'il y a de plus approprié, étant donné ce qui a suivi l'accostage des Européens sur les rives américaines.

Ailleurs, surtout chez les peuples qui ont eu à subir les conséquences souvent désastreuses de cette arrivée de Colomb, on n'aura pas le coeur à la fête.

À l'aube d'une année qui pourrait être marquante à bien des niveaux, *Nouvelles CSN* a voulu apporter sa modeste contribution. En mettant en perspective des éléments d'histoire et d'économie, de politique et de négociation, d'organisation communautaire et d'appauvrissement, nous avons tenté de dégager des pistes pour la réflexion et pour l'action.

Des États-Unis nous sont venus, depuis quelques mois, dans des publications aussi différentes que le sérieux *New York Times* ou le frivole *Penthouse*, des écrits qui, selon plusieurs, prenaient des raccourcis avec la réalité québécoise. Écorchant au passage notre sensibilité, ces opérations ne doivent cependant pas servir de prétexte pour occulter une autre réalité, amérindienne celle-là. Elle s'exprime dans une entrevue avec Suzan Shown

Harjo. Au Canada et au Québec, un organisme non gouvernemental, la *Tournée internationale jeunesse pour la paix et la justice* organise, du 23 mars au 10 avril, une visite d'écoles à laquelle participeront une douzaine d'autochtones des trois Amériques.

1991 s'est terminée par un retour en force des réalités nationales, un peu partout dans le monde. Le Québec a lui aussi, comme d'autres nations, un nouveau rendez-vous avec son destin. La souveraineté, cependant, si elle apparaît indispensable et fournira des moyens auxquels nous n'avons pas accès actuellement, ne réglera pas comme par magie les problèmes d'appauvrissement et d'injustice fiscale.

Et les groupes populaires. Quel est leur avenir, alors que toutes les sources de financement, déjà très minces, se tarissent les unes après les autres?

Et l'économie, qui vacille au rythme des fermetures et des mises à pied? Et la place des travailleuses et des travailleurs, alors que vont s'engager les négociations avec l'État? Indéniablement, c'est par l'emploi que passent les solutions durables, indique déjà Gérald Larose à quelques mois du 56e congrès de la CSN.

1492-1992
L'année des clarifications
La fin des malentendus
Reconnaître qu'on s'appauvrit...

3 Fiscalité: contrer l'injustice 10
6 Le Québec populaire 12
7 Public et privé: enjeux communs 19
8 Planifier le développement 21

Le sou de la solidarité

Dans le tiers monde, un sou peut représenter beaucoup. Profitant de la semaine du développement international, du 3 au 7 février, la CSN entreprend une campagne d'adhésion à *Alliance syndicats tiers monde*, un organisme mis sur pied par la centrale pour soutenir des projets d'autosuffisance alimentaire dans les pays du tiers monde. La contribution sollicitée est d'un sou de l'heure par travailleur.

À lire dans les pages centrales



Coordination
 Henri Jalbert
 (514-598-2160)

Rédaction
 Michel Crête
 Guy Ferland
 Louis-Serge Houle
 Henri Jalbert
 Thérèse Jean
 Maroussia Kishka
 Luc Latraverse
 Lucie Laurin
 Michel Rioux
 Jacqueline Rodrigue

Collaborations
 Clément Trudel
 Pierre Vadeboncoeur
 Michel Tremblay

Conception graphique
 Jean Gladu

Infographie
 Jean Gladu
 Sophie Marcoux
 Henri Jalbert

Photographes
 Alain Chagnon
 Michel Giroux
 Hélène Rochon

Caricaturiste
 Garnotte

Impression
 Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie de l'Éclaireur de Beauceville

Distribution
 L'équipe de distribution CSN

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2160 Distribution: 514-598-2233
 Numéro central: 598-2121

1492 - 1992

3

Christophe Colomb, à la recherche des Indes, accoste sur un nouveau continent habité par des dizaines de millions d'Amérindiens, qui ont des cultures, des moeurs, des habitudes différentes. On y pratique la chasse, la pêche, l'agriculture, bien sûr, mais on maîtrise aussi les mathématiques, l'astronomie, la médecine. Au nord de l'Amérique, les Amérindiens ont appri-voisé les grands froids. Au sud, ils ont édifié d'étonnantes pyramides.

Cinq cents ans plus tard, alors que plusieurs pays — l'Espagne en tête — s'apprêtent à célébrer cet événement de façon grandiose, de plus en plus de voix proposent une toute autre interprétation de la conquête des Amériques par les Européens. Il s'agirait du plus grand génocide de l'histoire de l'humanité, accompagné d'une immense catastrophe écologique. Une autre interprétation de l'histoire est avancée.



Textes

Guy Ferland
Jean Gladu

Henri Jalbert
Maroussia Kishka

Lucie Laurin
Michel Rioux

Jacqueline Rodrigue

Vous dites le Nouveau monde, nous disons «Notre monde»!

Le mot génocide peut surprendre au départ, mais pas après analyse. Même s'il n'existe que peu de documents sur le sujet, il y a au moins quelques statistiques sérieuses sur lesquelles on peut s'appuyer. La population indienne du territoire qui s'appelle aujourd'hui les États-Unis d'Amérique atteignait, en 1492, 7 à 8 millions*; au tournant du 20^e siècle, on ne dénombrait plus que 237 000 Amérindiens. Sur le territoire mexicain, entre 1519 et 1568, épidé-

mies et massacres ont fait passer la population indienne de 25 à 2 millions**. À la même époque, la population de l'empire Inca chute, en cinquante ans, de 10 à 1,5

millions**. Chez nous, au Québec, entre 1634 et 1640, les *maladies importées* ont fait chuter de moitié les populations huronnes et iroquoises***.

Destruction du milieu

de vie, désintégration sociale, maladies et conquêtes militaires ont fait leur oeuvre à la grandeur des Amériques. Des millions d'Amérindiens ont été anéantis par les conqué-

Si j'avais su...



* Newsweek Magazine ** Le nouvel Observateur
*** Le pays renversé, Denys Delâge, chez Boréal

rants espagnols, portugais, hollandais, français et anglais. Refusant l'intégration, les survivants de ces peuples fiers subsistent aujourd'hui péniblement, chez nous comme partout dans les Amériques.

Le cinq centième anniversaire du voyage de Colomb est une occasion de leur redonner la parole. *Nouvelles CSN* a rencon-



tré Suzan Shown Harjo, d'origine cheyenne et muskoguee, la coordinatrice nationale d'Alliance 92, une large coalition autochtone américaine qui vise à mieux faire connaître le point de vue autochtone sur ce que les Indiens appellent l'invasion de 1492.



Symbole de l'Alliance 1992 qui s'est donné une mission d'éducation du grand public sur les contributions des autochtones.

N. CSN: Vous avez écrit: «Il faut s'organiser pour que les 500 prochaines années soient différentes des 500 dernières.» Outre les maladies et les combats de la conquête qui ont décimé vos populations, d'autres facteurs nuisent-ils au développement de vos sociétés?

S. S. H.: Nous nous voyons comme dans l'enceinte d'une cour de justice où il s'agit de rétablir certains faits, pour en arriver à une interprétation commune de l'histoire. Tant que nous ne nous entendrons pas sur les événements qui nous ont menés jusqu'à la situation actuelle, il existera une confrontation. Certains voient 1992 comme une *célébration* de 1492. Nous, nous voyons 1492 comme une *invasion*.

Il existait déjà une vie en Amérique, et cela ne fut pas respecté. Si nous n'admettons pas cela aujourd'hui, on ne peut pas aller très loin. Si les idées qui ont mené à notre quasi-disparition dans le passé existent encore aujourd'hui, eh bien!, nous allons disparaître complètement.

Comment arrêter cela? Prenons un exemple. Il existe encore des gens qui tentent de nier l'existence de l'holocauste, de l'élimination de six millions de juifs par les Allemands, durant la Seconde guerre mondiale. Quelles sont leurs moti-



vations? Ce sont des gens qui désirent encore aujourd'hui la disparition des juifs.

Ils s'est passé la même chose de ce côté-ci de l'Atlantique. Plusieurs personnes continuent de nier le génocide des Indiens d'Amérique. Il peut s'agir d'ignorance, mais quand l'arrogance s'ajoute à l'ignorance, on peut parler de racisme. C'est dans ce contexte qu'on doit comprendre les problèmes actuels des Indiens.

N. CSN.: 500 ans plus tard, comment imaginez-vous les premiers contacts entre les Indiens et les Européens?

S. S. H.: Les Indiens portaient peu de vêtements dans les pays chauds et beaucoup de vêtements

dans les pays froids. Quand les Européens arrivèrent dans les Caraïbes, ils rencontrèrent donc des Indiens peu habillés. Et cela devint la «nudité des Indiens», une nudité insupportable pour eux. La nudité, c'était épouvantable. Il s'agissait certainement de «non humains» qui n'avaient pas d'âme et pouvaient être exterminés. Cela amena la confrontation.

Dans une «société bien organisée», comme celle qui régnait sur les bateaux de Colomb, on se devait d'avoir certaines manières. L'Inquisition l'avait bien démontré en Europe. Si vous étiez du côté de l'Inquisition, de ceux qui jetaient d'autres chrétiens aux lions, vous deviez vous habiller de métal et vous munir de

Serais-je de la fête aujourd'hui?



plusieurs armes, car vous étiez alors en mission pour Dieu et pour l'Église.

N. CSN: Et l'environnement? Voyez-vous des différences notables entre la culture des Blancs et la vôtre?

S. S. H.: Les gens se sentent plus concernés par leurs droits que par leurs responsabilités. Or, nous avons une grande responsabilité vis-à-vis notre environnement: arrêter la destruction.

Les blancs chrétiens pensent qu'il faut soumettre l'environnement à leurs besoins. Dans la bible, il est d'ailleurs écrit: «Allez, soyez féconds, remplissez la terre, soumettez-la!» Nous pensons autrement. Il s'agit, une fois de plus, d'une question de respect. Étrangement, aux États-Unis, plusieurs des plus grands désastres écologiques ont eu lieu sur des terres indiennes ... parce que nos terres ont été utilisées comme dépotoirs. Pourtant, les Indiens ont travaillé à préserver l'environnement bien avant l'apparition de l'Agence gouvernementale pour l'environnement.

Y compris chez nous, les abords des réserves ont servi de dépotoir. À preuve, ces centaines de barils abandonnés en forêt, près de Mingan, par l'armée américaine, après la Deuxième guerre mondiale. Une source de pollution pour les rivières avoisinantes.

N. CSN: Comment s'en sortir?

S. S. H.: C'est commencé. Déjà, dans les écoles, les enfants se font conter de moins en moins de mensonges. Et surtout, il y a de plus en plus de «non-blancs» dans les classes américaines. Les jeunes deviennent donc plus réceptifs et plus ouverts à des notions qui apparaissent auparavant comme inconcevables pour les blancs. Nous misons beaucoup sur cela, même si ça prendra beaucoup de temps. Nous en sommes sans doute à la pré-adolescence du développement d'une véritable conscience collective. Nous devons éduquer nos enfants en fonction du respect et de la compréhension entre les différents groupes. Jusqu'au milieu des années 50, on apprenait en classe le non respect, le non respect des autres religions, l'impossibilité que des gens de cultures différentes puissent coexister en paix.



Pour faire pendant aux images trompeuses véhiculées par l'histoire officielle, la Tournée internationale jeunesse pour la paix et la justice (TIJPJ) soulignera le 500e anniversaire du débarquement des colons européens en Amérique en visitant les institutions scolaires dans le but de faire connaître le sort réservé aux peuples autochtones d'Amérique depuis l'arrivée des Blancs en 1492.

Créée en 1985, la TIJPJ est un organisme non gouvernemental sans but lucratif voué à l'éducation et à la compréhension mondiale. Sous son égide, des jeunes de 16 à 22 ans venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des conseils de bande du Canada, des groupes de réfugiés et des Canadiennes ont rencontré plus de 530 000 élèves à travers les provinces et territoires du pays.

Pour son édition de 1992, intitulée 500 ans de colonisation hier, aujourd'hui et demain, la TIJPJ a organisé une vaste tournée avec la participation de douze autochtones représentant des communautés des trois Amériques. La tournée se déroulera du 23 mars au 10 avril et visitera des écoles autochtones et allochtones du Québec et de l'Ontario.

Quand je vois
comment
ça a tourné !



L'année des clarifications

6

Dans plusieurs endroits, des réalités nationales ont été écrasées durant des décennies, opprimées aux fins de l'établissement d'empires.

Cette même réalité nationale a été dans d'autres lieux réduite à l'insignifiance; moins par les armes et la cruauté, cependant, que par la conjonction du nombre et de la force économique. Mais l'idée de nation, la nécessité de contrôler son État connaissent là aussi des progrès qui ne peuvent plus être ignorés.

L'artificiel

De fait, ce qui est en train de disparaître sous nos yeux, à la grandeur de la planète, ce sont ces structures, complètement artificielles, dont l'unique raison d'être consistait à contraindre, à l'intérieur d'un ordre lui aussi artificiel, l'expression naturelle de réalités nationales. Cette fin de siècle aura donc été le théâtre de grands démembrements, de dislocations vertigineuses. En Allemagne, au contraire, ce que la guerre (froide) avait artificiellement séparé a été à nouveau réuni, en même temps que tombait un mur indigne.

Marche arrière

À cet égard, ils tentent de tromper les gens ceux qui affirment que vouloir faire du Québec un pays serait marcher à rebours de l'histoire. Or, c'est justement le contraire qui se passe: ils regardent derrière eux ceux qui veulent à tout prix conserver des structures fondées, au mieux, sur un malentendu et une utopie,

Il ne s'agit pas d'applaudir; ni même de tirer n'importe quelle conclusion à partir de situations qui se présentent différemment.

Il s'agit plutôt de constater. Constater que l'année qui vient d'achever sa course aura vu la résurgence d'une chose, d'une idée, d'une réalité incontournables: l'existence des nations.

Et que c'est par l'alliance de la nation et de la liberté que sont passés des chambardements inimaginables hier encore.

au pire sur l'exploitation d'un peuple.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'humanité aura connu des démembrements d'empires: l'empire romain, l'empire ottoman, l'empire espagnol, le Saint empire romain germanique, l'empire austro-hongrois ont, tour à tour, connu l'ascension et la chute. Des pays ont cessé d'exister, pour renaître ensuite de leurs cendres; d'autres, qui n'avaient jamais été, sont devenus.

Bien sûr, les nations n'ont pas toutes leur État propre; mais des États qui avaient fondé leur légitimité sur la négation de l'existence, sur leur territoire, de nations multiples, ont vécu et vivent encore la douloureuse expérience du réveil brutal de ces nations trop longtemps opprimées.

Les Slovaques se sentent de moins en moins à l'aise à l'intérieur d'une fédération où ils cohabitent depuis près de 75 ans avec les Tchèques.

Le journal *Le Monde diplomatique* titrait, en décembre 1991: *L'Espagne face à l'explosion des nationalismes*. Le pays basque et la Catalogne revendiquent toujours davantage de souveraineté.

La Yougoslavie de Joseph Tito fait tous les jours défiler des nations qui veulent revivre: Slovénie, Bosnie, Croatie, Macédoine et autres nations traversent aujourd'hui la difficile période de la renaissance, du retour à une vie normale. Car, force est de le constater, plus que la construction artificielle de Tito, c'est l'expression normale des nations qui est dans l'ordre des choses.

L'achèvement de la dislocation de l'empire soviétique commande aussi un constat de même nature. Les pays baltes, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie, et même la Russie, retrouvent actuellement cette première identité, fondamentale, l'identité nationale, qu'un pouvoir excessivement centralisateur, des appareils d'État extrêmement répressifs, des millions de morts n'avaient pas réussi à étouffer depuis 75 ans.

Des nationalismes sont haïssables et sont causes de souffrance et de barbarie? C'est vrai. Comme sont haïssables ailleurs des fédéralismes. Comme l'ont été d'autres échafaudages politiques qui, niant et combattant la réalité des nations, ont fondé leur pouvoir hégémonique sur leur étranglement, avec la volonté affichée de les voir disparaître.

«La négation du fait national a causé mille fois plus de ravages dans l'histoire que sa prise en compte», écrivait il y a quelques années Régis Debray, qui fut un temps compagnon du Che Guevara en Bolivie. «Assumez les nations et apprenez à vivre avec: sinon, gare à vous. Le retour du refoulé vous sautera à la gorge», ajoutait-il dans un texte qui prend aujourd'hui des accents prémonitoires.

Combien d'empires se sont écroulés ?



La fin des malentendus

L'extraordinaire ampleur des changements qui peuvent être constatés un peu partout dans le monde ne fait-il pas apparaître singulièrement ridicules les atermoiements d'un Robert Bourassa, disant constamment craindre pour la stabilité économique et les difficultés inhérentes à la période de transition nécessaire à l'établissement d'un Québec souverain?

À l'échelle des bouleversements mondiaux, ces transformations apparaissent en effet bien timides. Et au rythme où se déplacent les frontières et que changent les noms, les cartographes ne devraient pas trouver ici matière à davantage d'inquiétude qu'ailleurs...

Lord Durham

Voulant connaître la cause des troubles qu'on lui avait demandé d'aller analyser sur place, quelques années après la Rébellion de 1837, Lord Durham écrit, dans son rapport demeuré célèbre, avoir été étonné de trouver «deux nations en guerre au sein d'un même État». On connaît sa solution: «J'estime que la seule façon de ramener l'ordre est de mettre la province de Québec sous la domination stricte de la majorité anglaise.»

Ce n'est pas faute d'avoir été essayée que cette solution n'a pas donné les résultats escomptés. L'Acte d'Union de 1841 et la Confédération de 1867 en témoignent avec éloquence.

Et aujourd'hui, quand le premier ministre de l'Alberta, Don Getty, déclare qu'il faut mettre fin à la politique de bilinguisme

Qu'en est-il du Québec, dans tout cela?

officiel, il puise son inspiration aux mêmes sources, révélatrices d'une intolérance à l'endroit des francophones qui ne s'est jamais démentie.

Une abstraction

Fondé sur une volonté de soumettre un peuple à un autre et maintenu de façon arbitraire depuis 125 ans, ce pays s'est constamment situé à un niveau d'abstraction d'où, pure vision de l'esprit, il était défendu.

En 1992, la fin des malentendus devrait être arrivée. Et si, depuis le souhait de Durham, la nation francophone n'a pu être asservie, l'évidence impose qu'elle contrôle aujourd'hui son État. Et cela, dans l'intérêt général de l'ensemble.

Par où commencer?

Une interrogation au moins n'a plus cours, ou à peu près: il faut régler en priorité la question nationale. Ce n'était pas aussi clair, il y a 30 ans. Non pas que dans une quelconque hiérarchie, cette question prévaudrait sur les autres, économique, sociale et culturelle. Il arrive cependant que ce soit elle qui se présente, dans l'histoire,

comme devant «servir de clé», en quelque sorte, selon l'expression utilisée par le président Gerald Larose, à l'avancement du social, de l'économique et du culturel dans une direction souhaitée par les forces de progrès. Le congrès de la CSN en 1990 a été très clair là-dessus. «Les travailleurs peuvent-ils se désolidariser de la nation? Ma réponse est non», écrivait en 1978 notre camarade Pierre Vadeboncoeur.

Non pas que la souveraineté viendrait comme par miracle régler tous les problèmes qui se posent à notre société. Mais la solution de la plupart d'entre eux passe par l'utilisation de moyens et d'outils que seule la souveraineté permettra de contrôler. C'est ainsi qu'après quelques détours qui nous ont fait perdre un temps précieux — et quelques débats dont

nous aurions aussi pu faire l'économie —, il est maintenant apparu évident, pour la majorité, qu'il faut régler en premier lieu la question du pays, avant d'ouvrir les hostilités sur ce qu'on en fera après.

Projet de société

D'ailleurs, depuis trente ans qu'on en débat, qu'on en discute et qu'on y réfléchit dans plusieurs milieux, dont les syndicats et particulièrement à la CSN, personne ne peut soutenir que le Québec soit démuné à cet égard.

Nous avons engrangé suffisamment de matériaux et lancé assez d'idées, depuis des années, pour n'être pas pris au dépourvu quand sera venu le temps de proposer toutes les transformations que nous estimerons nécessaires pour construire une société harmonieuse, fondée sur le respect des nations autochtones, des communautés ethno-culturelles et de la minorité anglophone.



Photo: Alain Chagnon

Le Québec?
Mais ce n'était pas
sur mes cartes!



1992

SI COLOMB REVENAIT! un peu plus au nord

Reconnaître qu'on s'appauvrit, c'est le début d'un nouveau

Ça faisait bien dix ans que des voix s'élevaient dans le désert pour attirer l'attention sur l'expansion de la pauvreté, sur l'élargissement des écarts entre les riches et les pauvres, sur la cassure de la société en deux. Ça faisait bien dix ans que les voitures de grand luxe devenaient plus visibles dans les rues, en même temps que les soupes populaires poussaient comme des champignons dans le secret de l'ombre. Ça faisait bien dix ans que des quartiers entiers étaient ratissés par la spéculation improductive, chassant les locataires et laissant dans le désarroi des milliers de petits propriétaires.

Ça faisait bien dix ans que les médias n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour la culture yuppie, que pour le flash de la réussite rapide, que pour les extravagances de la nouvelle richesse, que pour l'entrepreneurs triomphant, que pour l'épate de l'excellence. Toute autre voix était perdue dans la cohue de la fête, tout autre point de vue rejeté comme antisocial. On s'enrichissait! Qu'avaient donc à rechigner les empêcheurs de danser en rond? Qu'ils travaillent, au lieu de fainéanter sur l'aide sociale!

Tel était, jusqu'à l'automne dernier, le discours dominant dans les médias. Même le très officiel Conseil des affaires sociales était marginalisé pour avoir osé sonner l'alarme sur la cassure du Québec en deux.

«Oui les Canadiens s'enrichissent», proclamait l'éditorialiste en chef de *La Presse*, Alain Dubuc, le 8 décembre 1988, pourfendant «le mythe de l'appauvrissement» et se faisant rassurant sur le sort de la classe moyenne, «nombreuse, aisée, relativement unie». Et pas plus tard que le 6 janvier 1991, comme pour contredire les bribes d'information sur la pauvreté qui commençaient à filtrer dans ses pages, il renchérisait: «contrairement à ce que l'on croit souvent, le taux de pauvreté est en régression au Québec».



Soudain, un nouveau discours

Et voilà que soudain, ce discours rassurant bascule. Nous sommes en septembre. Lavalin vient de s'écrouler en même temps que la poutre du stade olympique. Le Con-

seil du patronat vient de se joindre en douce au Forum pour l'emploi qu'il avait snobé jusque-là, et découvre sur le tard qu'on ne peut pas construire une économie prospère sur les emplois précaires et en excluant du marché du

travail 20% de la main-d'oeuvre active. Le ministre de l'Industrie déclare que l'économie du Québec est en état d'urgence.

L'éditorialiste en chef de *La Presse* écrit «qu'il faut maintenant se demander si nous acceptons d'être condamnés à l'appauvrissement», et rompant avec le récitatif sur le dégraissage et le désengagement de l'État, il réclame une deuxième Révolution tranquille «pour endiguer la débâcle». Rien de moins! (12 septembre) Il panique devant l'échec d'Ottawa à réduire le déficit malgré la TPS (30 octobre), il s'inquiète de la révolte



fiscale et du «développement fulgurant de l'économie souterraine engendrée par la TPS». «Ce dont nous avons besoin, ajoute-t-il c'est d'un nouveau discours» pour opérer le «renouveau politique» qui nous préservera des dangers du nihilisme et du populisme. Et soudain, l'évidence: «depuis quinze ans, les gens ne se sont pas enrichis, ils paient plus d'impôt, vivent de plus en plus dans la précarité engendrée par le chômage». (30 novembre) Evidence encore soulignée par le titre du 3 janvier: «L'appauvrissement des familles, symbole d'échec!»

Que s'est-il passé pour qu'un phénomène qu'un an auparavant, *La Presse* réduisait à quelques poches de pauvreté dans une société qui dans l'ensemble, s'enrichissait, soit devenu soudainement si alarmant? Sous l'effet de quel mystérieux catalyseur les poches de pauvreté se sont soudainement fondues en un sombre nuage menaçant qui fait gronder la révolte fiscale?

L'aventurisme patronal n'est plus à la mode

Il s'est passé que l'appauvrissement menace maintenant les couches supérieures de la classe moyenne. La crainte étant le commencement de la sagesse, elles changent de discours, et deviennent sensibles à une réalité qui les avait épargnées pendant la décennie des années 80. L'aventurisme patronal est mis en accusation par ceux-là même qui l'ont tant glorifié. On se penche avec condescendance sur le sort de la classe moyenne, industrielle, disponible au travail, si nécessaire à la croissance économique et à la qualité de la vie démocratique. On admet

qu'on lui a demandé des efforts disproportionnés et qu'on l'a réduite au surplus par une taxation et des coupures inévitables.

On dissimule mal son affolement devant la baisse de la productivité canadienne, tombée au 22e rang des 24 pays de l'OCDE, et devant la désindustrialisation galopante du Québec et du Canada à l'occasion de la crise économique actuelle, dont on n'a pas décelé les signes avant-coureurs pendant le triomphalisme des années folles. On dénonce les entreprises qui ont vécu dans la ouate, qui n'ont pas réinvesti une part suffisante de leurs profits dans l'innovation technologique, dans la formation professionnelle, dans l'amélioration de la qualité, dans la conception de nouveaux produits, dans la prospection de nouveaux marchés. On parle même de tiers-mondialisation du pays, d'ici une génération, à moins d'un changement radical!

Winners et losers

Quel changement? Changement de discours d'abord, qui annonce un changement d'attitude et de stratégie! Et voilà qu'on réhabilite le rôle de l'État dans le développement économique, et qu'on aspire à une deuxième Révolution tranquille, «avec son cortège de chocs et de remises en question», «pour redevenir une société prospère, capable de créer des emplois stables



Photo: Alain Chagnon

Quelques chiffres

En 1990, le nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu a augmenté de 334 000 pour atteindre 3 821 000, selon les plus récentes données de Statistique Canada. Ce chiffre englobe les personnes seules et les familles qui consacrent plus de 58.5% de leur revenu à la nourriture, au logement et à l'habillement, soit 20% de plus que les gens qui gagnent le revenu moyen.

Pour une famille de quatre personnes, ce seuil, aussi appelé seuil de pauvreté, était de \$23 676 en 1990, et de \$11 838 pour une personne seule.

Quant au revenu familial moyen, il a chuté de 1.6% en 1990 par rapport à 1989. Il était de \$51 633 dans l'ensemble du Canada et de \$47 158 au Québec. La baisse a été de 10.9% pour les jeunes familles (moins de 25 ans), dont le revenu moyen a été de \$32 387 en 1990. C'est 38.4% des jeunes familles qui vivaient sous le seuil de faible revenu en 1990, comparativement à 28% en 1989.

Le revenu moyen des femmes monoparentales était de \$21 961, en baisse de 7.3%, et 60.6% d'entre elles vivaient sous le seuil de la pauvreté en 1990, comparativement à 52.9% en 1989.

et rémunérateurs, de protéger les plus démunis», selon les mots mêmes de l'éditorialiste en chef de *La Presse* (12 septembre). Une deuxième Révolution tranquille qui dans ses remises en question, ne devrait plus épargner «les héros du monde des affaires» qui confondent la fuite en avant avec la croissance, et «qui mènent leur entreprise au bord du gouffre». (8 janvier)

Puisse *La Presse* ne pas s'exclure des néces-

saires remises en question qu'elle évoque, elle qui explique l'aventurisme patronal des années 80 par un climat qui encourageait le culte de la croissance rapide et des coups fumants, (8 janvier) elle qui a pourtant largement nourri la culture des «winners», en oubliant que cela produit forcément des «losers» qui finissent par constituer un poids social si lourd qu'il menace la richesse elle-même.

Tiens! Ils ont aussi leurs théologiens, qui expliquent tout au gré des vents?



Contre l'injustice qui nourrit la révolte fiscale

10

Depuis 2 ans, le Québec a perdu 300 000 emplois, dont 93 000 dans le secteur manufacturier. Tout indique que la majorité de ces emplois perdus le sont de façon permanente, contrairement à ce qui s'est passé lors de la récession de 1981-82, alors que la majorité des emplois perdus avaient été recouverts après la reprise. C'est que la crise actuelle entraîne des

changements structurels dans l'économie, conséquence du libre-échange notamment, changements auxquels le Québec et le Canada ne se sont pas préparés par des mesures transitoires, contrairement aux promesses des deux gouvernements lors de la négociation du traité. Il ne s'agit pas simplement d'un ralentissement temporaire comme en 1981-82.

C'est ce qui explique que même le patronat, habitué à récolter les profits à court terme, commence à s'inquiéter pour lui-même, et commence à parler de concertation pour relancer l'économie. Or, s'il est une leçon à tirer des années 80, c'est bien que le développement ne peut être durable si les fruits n'en sont pas équitablement partagés. Le fossé qui s'est creusé entre les riches et les pauvres, au cours des dix dernières années, constitue aujourd'hui même, un obstacle à la reprise économique, parce que les gens n'ont plus les moyens d'acheter, comme on l'a constaté pendant la période des Fêtes.

Il n'y a plus seulement les sans-travail qui sont pauvres aujourd'hui. On estime qu'un tiers des pauvres sont des gens qui travaillent, et qui ont même deux emplois dans plusieurs cas. Le salaire minimum et les expédients ne suffisent plus à franchir le seuil de pauvreté défini par Statistique Canada. Or, n'est-ce pas sous les pressions patronales que le salaire minimum a été gelé à \$4 entre 1981 et 1986, sous l'éternel prétexte de la compétitivité?

Pendant ces cinq années, le salaire minimum a perdu 25% de son pouvoir d'achat, ce qui a constitué un puissant facteur d'appauvrissement en tirant vers le bas l'ensemble des salaires.

N'est-ce pas les employeurs et leurs cadres

supérieurs qui ont vidé les caisses chaque jour, qui se sont égarés dans des aventures coûteuses ou se sont empâtés dans la fainéantise, sans penser au lendemain, au lieu d'innover pour faire face à la compétition? Sans doute les papetières en sont-elles

la plus triste illustration.

N'est-ce pas le patronat qui encore aujourd'hui, claironne que les entreprises sont trop taxées pour être compétitives? Alors que le Canada occupe le 17^e rang des 24 pays de l'OCDE pour le niveau de taxation, c'est-à-dire le pourcentage que représente l'ensemble des recettes fiscales par rapport au PIB. Pour ce qui concerne uniquement les charges fiscales des entreprises, le Canada arrive au dernier rang du Groupe des 7, très loin derrière la France, l'Allemagne et l'Italie. A l'inverse, il occupe le deuxième rang, après l'Allemagne, pour les charges fiscales des particuliers.

N'est-ce pas le patronat qui encore aujourd'hui, met de l'avant le gel ou les coupures de salaire comme moyen de sortir

Les soupes populaires, presque inexistantes au début des années 80, sont devenues un phénomène de société. Et elles ne dépannent plus seulement des sans-travail, mais aussi un nombre grandissant de personnes qui ont un et même deux emplois. Car plus de la moitié des nouveaux emplois qui se

créent sont précaires ou à temps partiel. Les jeunes de moins de 14 ans constituent 40% de la clientèle des soupes populaires, selon Campagne 2000, organisme indépendant de lutte contre la pauvreté, qui estime à près d'un million le nombre d'enfants pauvres au Canada.



Photo: Alain Chagnon

Il y en a encore qui profitent plus que d'autres!



Charges fiscales totales des entreprises en pourcentage du PIB, 1989 - Pays du Groupe des 7

	Impôts sur les bénéfices des sociétés/PIB	Cotisations de sécurité sociale payées par les employeurs/PIB	TOTAL
France	2,4	11,9	14,3
Allemagne	2,1	7,0	9,1
Italie	3,8	9,0	12,8
Japon	7,5	4,4	11,9
Royaume-Uni	4,5	3,5	8,0
États-Unis	2,6	4,9	7,5
Canada	3,0	3,0	6,0

Charges fiscales totales des salarié-es en pourcentage du PIB, 1989 - Pays du Groupe des 7

	Impôts sur les revenus des particuliers/PIB	Cotisations de sécurité sociale payées par les salarié-es/PIB	TOTAL
France	5,2	5,7	10,9
Allemagne	11,2	6,0	17,2
Italie	10,1	2,4	12,5
Japon	7,6	3,1	10,7
Royaume-Uni	9,7	2,7	12,4
États-Unis	10,7	3,5	14,2
Canada	13,5	1,5	15,0

Parmi les pays du Groupe des 7, c'est au Canada que les charges fiscales totales des entreprises sont les plus basses, et c'est en Allemagne, et tout de suite après au Canada, que les charges fiscales des particuliers sont les plus élevées, comme l'indiquent les tableaux ci-dessus.

SOURCE: Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE, 1985-89.

de la récession? En oubliant que c'est là une arme à deux tranchants puisque ça diminue encore le pouvoir d'achat, retardant la reprise de l'activité économique et créant encore plus de chômage et de pauvreté.

Les appels à la concertation, qui se font de plus en plus pressants, n'auront pas d'avenir si les entreprises ne cherchent par là qu'à réduire les coûts de la main-d'oeuvre et à légitimer une diminution de leurs charges fiscales. La concertation ne peut fonctionner sans que le patronat rende des comptes lui aussi. Pendant les années 80, le patronat a claironné qu'il fallait dégraisser l'État pour réduire les impôts, et lâcher la bride aux entreprises. Le message a très bien porté, et la psychose du déficit s'est installée, éliminant des débats de société tout autre point de vue que le délestage des charges de l'entrepreneuriat privé.

Avec le résultat qu'on vient nous dire aujourd'hui qu'il faut réduire le coût des services publics, alors qu'on en a encore plus besoin à cause de l'appauvrissement; on vient nous dire que l'État n'a plus de marge de manoeuvre, alors qu'il en aurait encore si les entreprises n'avaient pas accaparé pour elles seules les fruits de la croissance de 30% (au Québec) entre la récession de 82 et celle de

90, si elles en avaient consacré une part suffisante au financement des services publics et au développement de l'emploi.

Après avoir semé la tempête en discréditant les dépenses publiques, le patronat s'inquiète sur le tard de la baisse des emplois et de la fragilité de l'économie. Il appelle au secours, il réclame même de nouveau l'intervention de l'État, d'un État maintenant paralysé par la psychose du déficit et de la révolte fiscale. Alors le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il a des preuves de bonne foi à faire, avant qu'on se presse aux portes de la concertation. Preuves envers les employé-es et les syndicats. Preuves aussi pour contrer la révolte fiscale, dont il est largement responsable, en payant sa juste part des dépenses publiques. Preuves d'entrepreneuriat enfin, en se dégraisant lui-même, en éliminant son propre bois mort, et en se mettant lui-même au travail, sur la voie de l'innovation, pour retrouver les clés de la productivité et de la compétitivité là où elles se trouvent.



Un choix pour les groupes: se déguiser ou disparaître?

12

A lors qu'au début de la décennie 1970, une multitude de groupes avaient vu le jour grâce à une politique gouvernementale de projets d'emploi destinés à promouvoir et développer l'action communautaire, la crise économique des années 1980 a servi de prétexte à une révision des priorités suivie d'importantes coupures. «Depuis quelques années, les subventions gouvernementales prennent la forme de projets axés sur le développement de l'employabilité, expli-

La vague de pauvreté qui déferle présentement sur notre société n'a pas épargné les groupes communautaires qui, paradoxalement, se voient forcés de réduire leurs activités alors que les démunis ont plus que jamais besoin d'eux. Non seulement leur faut-il gaspiller de folles énergies à maintenir leur financement, mais encore doivent-ils sans cesse justifier leur existence, voire se déguiser afin de correspondre aux exigences — parfois farfelues mais jamais innocentes — des bailleurs de fonds.

subventions au fonctionnement s'est traduite par une augmentation catastrophique de leur précarité et une perte d'efficacité, sinon par un travestissement de leur rôle initial.

L'oeil du gouvernement

Cependant, même l'allocation de ces petits projets est menacée. «On sent nettement, ces dernières années, un contrôle accru de la part des bailleurs de fonds, reprend Diane Matte. Bien sûr, nous sommes d'accord de rendre des comptes. Mais là, ils veulent avoir un oeil sélectif sur le contenu. Ça veut dire que les groupes autonomes ne seraient plus seuls à déterminer leur propre contenu.»

Ainsi, le ministère de l'Éducation (MEQ) ne finance que des projets annuels, et encore, très parcimonieusement et sans ajustement à l'augmentation du coût de la vie — 823 groupes d'éducation populaire autonome et d'alphabétisation populaire autonome se partagent un budget global de \$9,7 millions, ce qui représente en moyenne \$10 000 par groupe. Ce qui ne l'a pas empêché d'imposer récemment des changements d'orientation: pour l'an prochain seront privilégiés les projets axés sur la famille et les personnes économiquement démunies...

Chaque année ramène donc la pénible tâche, même pour les grou-

pes qui ont 10, 15 et 20 ans de longévité, de justifier leur existence devant des bureaucrates dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils manquent de compréhension et de sensibilité, telle cette femme qui, récemment, s'interrogeait sur la pertinence des comités logement: «Après tout, la Régie du logement est là pour ça!» plaidait-elle, ajoutant que ces comités existaient depuis longtemps, ce qui, pour elle, était une preuve de leur inutilité. Comment, alors, penser lui faire admettre la nécessité des groupes qui défendent les assistés sociaux? «Ces groupes sont pourtant le seul lieu vers lequel peuvent se tourner les assistés sociaux aux prises avec une décision absurde et injuste découlant de l'application de la loi 37», d'expliquer Diane Matte.

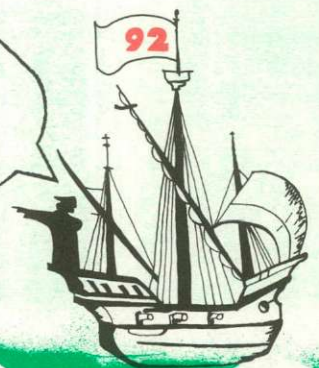
Vis à vis de l'éducation populaire autonome, l'engagement du MEQ est plutôt... chancelant. Ainsi, l'an dernier, il a réduit de moitié le financement de l'éducation populaire dans les commissions scolaires, tandis que le budget de la formation syndicale était diminué de \$990 000 à \$690 000 (une réduction



Photo: Alain Chagnon

que Diane Matte, responsable de l'information au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ). On nous les présente comme solution miracle au problème endémique du chômage. Cependant — on a tôt fait de s'en rendre compte —, aucun de ces projets ne crée de véritable emploi...» Pour les groupes, l'apparition et la multiplication de subventions de petits projets annuels au détriment des

Si j'avais écouté
savantage
mes matelots...



de 30%) pour 1 099 497 personnes visées. «C'était perçu comme moins important, reprend Diane Matte. Quand le ministère parle de "revoir" sa mission, c'est une façon de rétrécir son intervention à des activités éducatives au sens le plus étroit du terme, ce qui permet d'"oublier" les comptoirs alimentaires, les divers groupes d'entraide, les radios communautaires, les ACEFs, etc.»

Un avenir incertain

Les choses ne vont guère mieux pour les groupes qui dépendent du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). La loi 120 sur la réforme de la santé et des services sociaux et l'incertitude qui entoure son application sont pour eux source d'inquiétude. «Il n'est pas du tout clair que les groupes auront la place et la part qui leur revient dans les futures régies régionales, explique Diane Matte. Déjà, dans certaines régions, les CRSSS ont eux-mêmes nommé les représentants des groupes au sein de la future régie régionale!» De plus, la loi 120 prévoit l'instauration de la gestion par programmes, ceux-ci étant divisés en fonction des clientèles, ce qui aura un effet certain sur le financement des groupes, qui ont habituellement un champ d'activité diversifié, que l'on pense aux centres de santé des femmes, aux maisons de jeunes, aux groupes de défense des droits des personnes âgées, aux groupes de prévention du SIDA, etc.

Enfin, l'intention manifestée par le MSSS d'attribuer des contrats de service à des groupes trahit la volonté gouvernementale de se libérer de ses responsabilités. Les contrats alloués depuis

déjà quelques années par les CLSC pour le maintien à domicile en sont un bon exemple: «Il ne faut pas y voir l'indice d'une reconnaissance de la place des groupes, prévient Diane Matte. L'État ne fait que les utiliser pour se débarrasser de ses tâches. C'est là toute l'ambivalence du financement par l'État: les groupes en ont besoin pour vivre. Mais pendant ce temps, le programme de soutien qui leur est destiné n'a toujours pas reçu l'augmentation promise par le ministre Côté!»

Etre reconnus pour ce qu'ils sont

Si les gouvernements ne se font pas faute d'utiliser les groupes comme bassins de "cheap labor", ceux-ci n'en oublient pas pour autant leur rôle social; ce n'est pas pour pallier à l'État qu'ils existent. Afin de préserver leur

autonomie, ils varient donc autant que possible — et usent leurs énergies à le faire —, leurs sources de financement. Ils se heurtent alors aux coupures du Secrétariat d'État (de \$88,7 millions en 1987-88 à \$50,5 millions en 1988-89 pour les projets de développement communautaire au Québec), aux ressources épuisables des communautés religieuses, ou aux nouvelles mesures de contrôle déployées par Centraide, qui a récemment découvert le mot évaluation, un mot magique permettant de multiplier les exigences et de restreindre l'accessibilité.

Les groupes veulent être reconnus et financés pour ce qu'ils sont. À cette fin, plus de 600 d'entre eux ont créé la Coalition québécoise pour un financement par l'emploi, qui revendique les subventions nécessaires à un

fonctionnement régulier leur permettant de répondre aux besoins fondamentaux — et de plus en plus criants en ces temps de récession —, pour lesquels ils ont été créés.

Pour eux, l'heure est grave. «Si les groupes venaient à disparaître, on se dirigerait peut-être vers une société totalitaire, déclare Diane Matte. Les groupes jouent un rôle de critique sociale indispensable dans une société démocratique. En défendant les droits collectifs et individuels, ils questionnent le système et proposent des alternatives. Beaucoup de progrès sociaux sont apparus parce qu'un jour des gens se sont parlé et se sont dit: "Ça pourrait être autrement!", qu'ils ont sensibilisé la société à l'existence d'une injustice et à sa responsabilité collective à cet égard.»

Le miracle quotidien



Photo: Hélène Rochon

Françoise Jutras, coordonnatrice du Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec inc., familièrement nommé Rose du Nord.

«Beaucoup de gens ont l'impression que les taxes et les impôts vont baisser si on fait crever quelques assistés sociaux. Ces gens-là, on est ouverts à les former!», lance

Créé voici 10 ans pour venir en aide aux assistés sociaux du nord de Québec, Rose du Nord a eu fort à faire lorsque le ministre québécois de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu a conçu sa funeste réforme de l'aide sociale. Son rôle de premier plan dans l'organisation de la résistance à cette loi, s'ajoutant à ses

Peut-être
aurais-je moins erré...



activités quotidiennes, a failli lui coûter la vie en "brûlant" ses militantes les plus actives.

«Notre organisation est le seul regroupement québécois spécialisé à la fois dans les questions de femmes et de défense des droits, reprend Françoise Jutras. Nous travaillons d'abord à freiner la pauvreté des femmes, puis à changer le système.» C'est pourquoi les assistées sociales trouvent, sur un même plancher, un comptoir où elles peuvent se vêtir à bon marché, et des services d'assistance dans la défense de leurs droits. Rose du Nord mène également des enquêtes, dispense de la formation, fait de l'animation collective, convoque des conférences de presse afin de sensibiliser la population aux injustices que subissent les assistées sociales. Les multiples activités et interventions publiques de l'organisme ont considérablement accru sa crédibilité: récemment, en effet, *L'Ardoise*, *La Gazette des femmes*, *Vie ouvrière*, *Charlebourg Express* et *Relations* ont parlé de Rose du Nord, ses objectifs, ses actions.

Mais plus un organisme est connu, plus il est sollicité. Comme tous les groupes communautaires, Rose du Nord se débat avec des besoins accrus et un budget qui demeure désespérément maigrelet, n'autorisant l'embauche que d'une seule employée permanente, dont relève la coordination de toutes les activités bénévoles. Et comme tous les groupes communautaires, Rose continue, à chaque jour, de faire des miracles.

Une famille pour les assistées sociales

«Je ne suis pas assistée sociale, mais je me sens comme elles; ici, on vit avec elles, on a de la peine avec elles, déclare Denise Gariépy, 50 ans, bénévole. Rose du Nord, c'est mon deuxième chez nous.» C'est même devenu une blague qu'elle répète souvent à son mari: aussitôt qu'elle monte dans l'auto, celle-ci roule automatiquement vers le petit local rue Charlesbourg.

Justement, le local. Denise a déployé des trésors d'ingéniosité et d'audace pour le rafraîchir. «La restauration a coûté \$25 entre les pinceaux et les rouleaux», dit-elle fièrement, ajoutant que depuis qu'elle milite à Rose du Nord, elle a pris de l'assurance. Ce qui lui a donné le «front» de faire la tournée des commerces avoisinants en quête de peinture gratuite. Pour la main-d'oeuvre, elle a eu recours aux travaux compensatoires.

Tous les mercredis, Rose du Nord offre des vêtements aux assistées sociales: \$5 pour un sac vert qu'elles remplissent elles-mêmes, ou \$2 pour un sac de supermarché. Avec trois bénévoles, Denise les accueille. Il y a aussi les vêtements qui arrivent, toute la journée durant, provenant de la boutique Murmure, de successions, de saisies, de dons individuels, etc. Il faut

les déballer, les trier. «Il y a des femmes qui restent pour voir si le morceau de linge qui leur manque va arriver. Elles nous aident en attendant, dit-elle. C'est chez elles ici. Le mercredi, ça ressemble à une réu-

nion de famille, surtout pas à un magasin. Les gens jasant, prennent un café. Une bénévole s'occupe des enfants. Parfois même, nous chantons, lorsque Paolo vient avec sa guitare.»



Photo: Hélène Rochon

Deux bénévoles trient les vêtements donnés à Rose du Nord.

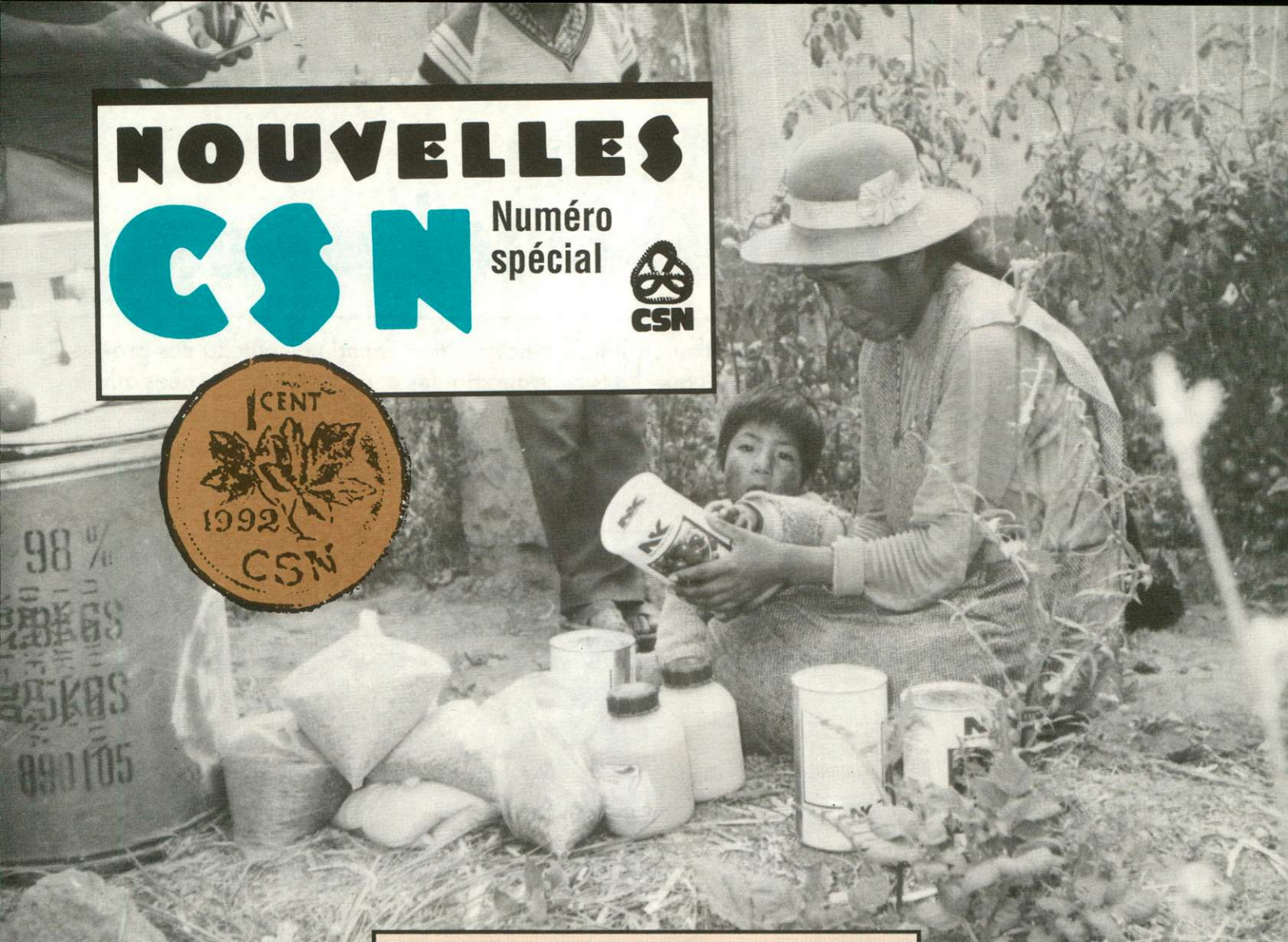
Au fond, la vraie richesse n'est peut-être pas celle que je cherchais!



NOUVELLES

CSN

Numéro
spécial



Participons à
Alliance syndicats tiers monde!

Un sou qui fait du chemin

Dans ces pays, où règne une situation économique et sociale difficile liée à des désastres naturels, à des agressions militaires, au pillage des ressources naturelles par des entreprises multinationales, ou à des mesures d'austérité prises par les gouvernements, les populations ne disposent pas, bien souvent, de toutes les ressources pour améliorer de façon significative leur condition et pour produire de la nourriture en quantité suffisante, même si des capacités d'organisation et la volonté d'agir existent.

Le sou de la solidarité

Dans le but de soutenir des projets à long terme, qui s'attaquent aux problèmes de famine et de sous-alimentation, visant à l'autosuffisance alimentaire de pays du tiers monde, la CSN a mis sur pied en 1986 **Alliance syndicats tiers monde**. Son mandat est de recueillir d'une façon permanente des fonds provenant

Pour la plupart des travailleuses et des travailleurs du Québec et des autres pays industrialisés, un sou paraît peu de chose. Mais pour les populations des pays du tiers monde, un sou peut représenter beaucoup. Pour ces habitants aux prises avec de graves problèmes de chômage, de famine et de sous-alimentation, un sou peut faire la différence et permettre aux communautés de se prendre en main.

de contributions syndicales et patronales afin de fournir une aide à long terme aux populations du tiers monde.

Par exemple, les fonds accumulés par **Alliance** permettent de financer des travaux d'approvisionnement en eau par irrigation, l'apprentissage de nouvelles techniques de production agricole ou de conservation des ali-

ments et l'achat d'équipements agricoles ou de pêche.

Adhérons-y!

Le Congrès de la CSN de 1986 a adopté une résolution invitant tous les syndicats affiliés à adhérer à **Alliance syndicats tiers monde** et à y cotiser. Les fonds proviennent de déductions à la source convenues entre le syndicat

et l'employeur d'un sou de l'heure travaillée par chaque salarié. La contribution paritaire de l'employeur vient doubler le fonds d'aide. Il existe toutefois d'autres formules de contributions possibles. Mises bout à bout, les contributions représentent des sommes importantes qui peuvent soutenir efficacement des projets novateurs dans le tiers monde.

L'aide accordée à des communautés du Brésil, de la Bolivie, du Mali et du Mozambique a donné des résultats concrets dont l'essentiel se retrouve dans les pages qui suivent.



Mais pour continuer à appuyer des projets ayant comme objectif l'accroissement de l'autosuffisance alimentaire, les membres de la CSN doivent continuer à appuyer solidairement les populations du tiers monde. L'adhésion à **Alliance syndicats tiers monde** est un bon moyen!



Avec un sou on peut faire beaucoup

Au tiers monde, les travailleuses et les travailleurs regroupés dans des coopératives n'ont besoin que d'un coup de pouce pour se procurer l'équipement agricole et les moyens de transport pour écouler leurs récoltes. Au cours des dernières années, Al-

liance syndicats tiers monde a soutenu des projets contrôlés par les populations concernées qui ont eu pour effet d'améliorer de façon permanente le niveau de production alimentaire. En voici des exemples.

Bolivie

Coopérative minière et agriculture

Pour les 1800 habitants de Kasawasa, petit village situé dans l'Ouest de la Bolivie, le projet agrominier mis en branle au printemps 1991, grâce au soutien d'**Alliance syndicats tiers monde**, permet enfin d'envisager l'autosuffisance alimentaire. Ce qui est considérable dans un pays endetté où règne un climat économique difficile, en raison de l'effondrement des marchés des produits miniers.

Le projet, qui a reçu l'appui de la Centrale ouvrière bolivienne, regroupe un volet agricole et une coopérative minière, où oeuvrent 300 travailleurs. Au cours de 1991, on a consolidé la coopérative, mis sur pied une porcherie et une étable de vaches laitières en vue de la production de fromages, construit des hangars pour l'élevage des poules et produit des semences de légumes et de foin.



Cet effort de coopération internationale démontre qu'il existe des alternatives à la privatisation et au libre-échange, présentés à tort comme les seuls axes de développement économique possible.

Initié au printemps 1991, par la petite communauté de Kasawasa, le projet agrominier a permis d'accroître l'autosuffisance alimentaire.

Mali

Combattre la sécheresse

Plongé dans des difficultés économiques profondes, accentuées par des périodes de sécheresse, le gouvernement du Mali a choisi de mettre en place le plan de développement proposé par le Fonds monétaire international, connu pour ses positions ultra-conservatrices. Ainsi, le gouvernement a réduit ses dépenses sociales, restructuré le secteur agricole et libéralisé le marché des céréales, accroissant d'autant le chômage et réduisant le pouvoir d'achat de la population.

C'est dans ces conditions que la population des villages de la plaine de Manghadié, situé près du désert du Sahara, a initié un vaste

projet visant à contrôler l'eau des crues du fleuve Niger pour relancer les activités agricoles et piscicoles menacées par les sécheresses successives.

Cette initiative est d'autant plus intéressante que d'autres régions suivent avec un intérêt soutenu le projet, auquel participe **Alliance syndicats tiers monde**, en collaboration avec SUCO.

La première phase du projet a permis d'ériger deux barrages, surtout grâce au travail des femmes. La phase II, qui a débuté cet été, consiste à maîtriser les eaux des crues et limiter les effets de la sécheresse sur les activités de production alimentaire, ainsi qu'à aménager la plaine pour revitaliser les activités traditionnelles, comme l'agriculture, l'élevage et la pêche.



Le contrôle de l'eau des crues du fleuve Niger permettra de relancer les activités agricoles menacées par la sécheresse.

Mozambique

Consolider un projet de pêche artisanale

Le petit village de Moma, situé dans la province de Nampula sur la côte Est du Mozambique, compte près de 400 familles qui vivent essentiellement de la pêche artisanale. Utilisant des méthodes rudimentaires pour pêcher et conserver le poisson, les habitants de Moma, comme la plupart des pêcheurs du pays, ne peuvent toutefois compter sur l'aide du gouvernement.

Ainsi, même si la pêche artisanale à petite échelle représente 65% de la production des pêches du pays, les pêcheurs manquent de ressources financières et de moyens techniques pour exploiter adéquatement ce sec-

teur indispensable à leur survie.

Un projet courageux

C'est pourquoi, grâce à l'appui d'organismes de développement, dont **Alliance syndicats tiers monde**, les familles de pêcheurs se sont organisées et ont mis sur pied un projet de développement à long terme. Cette initiative est d'autant plus courageuse, que le Mozambique est déchiré par une situation économique intenable et un conflit armé depuis 1975 qui fait sentir durement ses atrocités: massacres des populations, surtout rurales, sabotages, etc.

Le programme d'appui à la pêche artisanale, dans le village de Moma, veut accroître les possibilités de développement en fournissant aux pêcheurs des moyens adaptés aux ressources du milieu. Déjà, une première phase en 1990 avait permis de renouveler et de mieux équiper le centre de réfrigération et de conservation du poisson, de remettre en état un atelier de réparation de bateaux et d'acheter du matériel de pêche et des biens de nécessité pour vendre aux pêcheurs.

Pour poursuivre le projet pour la prochaine année, les pêcheurs de Moma, par le biais d'un organisme international de développement, Inter Pares, ont reçu une contribution de \$ 16 000 d'**Alliance syndicats tiers monde**. Cette aide financière a permis à Inter Pa-

La pêche artisanale compte pour 65% de la production des pêches du pays.



res de tripler cette somme en accédant à des fonds du gouvernement canadien.

Brésil

Nouvelles techniques de production recherchées

La population brésilienne tente de se reléver des dures années de dictature militaire et lutte contre la récession économique, qui sévit depuis 1985. Le taux d'inflation de 2947% en 1990 et le

chômage élevé ont poussé des familles entières dans la misère. Le pays compte plus de sept millions de paysans sans terre et tous ont attendu en vain la réforme agraire promise.

Les petits producteurs et les travailleurs ruraux, ne bénéficiant d'aucun soutien de l'État, sont donc réduits à une agriculture de subsistance ou chassés vers les bidonvilles surpeuplés.

Obtenir l'autosuffisance alimentaire

C'est dans ce contexte qu'**Alliance syndicats tiers monde** a répondu à l'appel lancé par le Réseau d'échanges sur les technologies alternatives (RETA) et le Département des travailleurs ruraux de la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT). Fondé en 1989, le RETA est un organisme sans but lucratif principalement formé d'agriculteurs de Minas Gerais, l'une des 23 provinces du Brésil.

Le RETA veut développer de nouvelles techniques de production agricoles pour rendre plus autonomes les petits producteurs de cette région. Le projet, qui a débuté cet été, consiste à développer la production de se-

mences de maïs sur six terrains gérés par eux. Ces semences, issues de l'écosystème régional et adaptées aux conditions ainsi qu'aux méthodes de travail des paysans, serviront à quelque 300 familles, soit environ 1200 personnes.

Actuellement, la plupart des petits producteurs doivent acheter leurs semences d'industries. Comme ces semences ne servent que pour une récolte et ne sont pas adaptées aux conditions climatiques de la région, les paysans doivent en racheter chaque année et y consacrent environ 20% de leurs maigres revenus.

L'aide demandée par le RETA à **Alliance syndicats tiers monde** consiste en une contribution de \$ 17 550 sur un budget total de \$ 45 447 pour couvrir des activités pendant 18 mois. En collaboration avec la CUT, il s'agit de former des techniciens et des producteurs de la région et de produire du matériel pour faire partager les expériences.



Les producteurs agricoles ont produit des semences adaptées aux conditions climatiques du pays.

Seulement un sou de l'heure

Négociée par le syndicat et l'employeur et inscrite dans la convention collective, la déduction d'un sou pour chaque heure travaillée par salarié représente bien peu de chose. Pour chaque travailleur, la cotisation est de 40 sous par semaine de 40 heures, \$ 1,72 par mois et \$ 20,80 par année. Une fois les impôts déduits, cette contribution représente environ \$ 14 annuellement. Les contributions de l'employeur, qui viennent doubler les sommes constituant le fonds, sont également déductibles de l'impôt payable par celui-ci.

Les syndicats qui n'ont pas de formule de déduction à la source peuvent également contribuer au fonds à l'occasion de la Semaine du développement international (la première semaine de février de chaque année). La contribution recommandée est de \$ 20 par tranche de 100 membres. Il est également possible, pour les syndicats qui ne peuvent obtenir la déduction à la source, de faire des contributions régulières à **Alliance syndicats tiers monde**, équivalente à la formule suggérée (1 sou de l'heure par membre) à même la caisse syndicale.

Un fonctionnement démocratique

Le conseil d'administration d'**Alliance syndicats tiers monde** se compose de:

- cinq personnes de la CSN ou des fédérations et conseil centraux affiliés;
- deux personnes provenant d'organisations non-gouvernementales spécialisées dans la coopération internationale;
- une personne provenant d'un autre milieu socio-économique.

C'est le conseil d'administration qui a la responsabilité de l'utilisation des sommes accumulées.

En aucun temps les frais d'administration ne doivent dépasser 10% des sommes recueillies. Tous les syndicats participants reçoivent des rapports d'information sur les projets en cours.

Textes:

Louis-Serge Houle,
Service de
l'information
de la CSN

Conception graphique:

Jean Gladu

Impression:

Les travailleuses
et les travailleurs
syndiqués CSN
de L'Imprimerie
L'Éclaireur
de Beauceville

Photos: ACDI,

Norman Thibeault,
REDE, COPLA

*Ont également
collaboré à ce
supplément de
Nouvelles CSN:*

*Peter Bakvis et
France Désaulniers*
Février 1992

Pour participer

Les syndicats désireux d'adhérer à **Alliance syndicats tiers monde** peuvent communiquer avec le Service des relations internationales de la CSN qui leur fournira toutes les informations. Une cassette vidéo d'une durée de sept minutes est disponible sur demande et une personne ressource peut rencontrer l'assemblée générale du syndicat.

Cette solidarité, exprimée à l'égard des populations du tiers monde, est un prolongement naturel de l'action syndicale menée par la CSN pour améliorer le sort de travailleuses et de travailleurs.

Vers l'autonomie

Alliance syndicats tiers monde privilégie des projets impliquant la participation et la gestion par les populations affectées et recourant à des technologies qu'elles peuvent contrôler.

Alliance syndicats tiers monde
1601, avenue de Lorimier,
Montréal (Québec)
H2K 4M5
(514) 598-2098

1992

SI COLOMB
REVENAIT!
un peu plus au nordDes enjeux communs
dans le public
comme dans le privé

19

«La situation s'avérera encore extrêmement difficile et serrée pour nos syndiqués cette année». C'est ainsi que la vice-présidente responsable des négociations, Claudette Carbonneau, a qualifié dès le départ la situation à laquelle seront confrontés les syndicats en 1992, qu'ils soient des secteurs public ou privé. On ne prévoit pas de reprise économique avant le printemps prochain. Et bon nombre d'analystes laissent entendre que le taux de chômage, qui a grimpé à 12 p. cent, ne baissera pas avant 1993. Entre-temps, dans le sillage de la récession, les travailleurs et travailleuses se butent à des demandes patronales de plus en plus semblables: gel de salaires, réouverture de convention collective ou encore réorganisation du travail pour éviter d'autres mises à pied.



Photo: Alain Chagnon

Claudette
Carbonneau

Au cours de l'année 1991, le Québec a perdu 68 000 emplois dont 52 000 dans le secteur manufacturier, selon les derniers chiffres de Statistique Canada. Quant à ceux qui ont conservé leur emploi, ils ont dû, dans bon nombre de cas, accepter de se serrer la ceinture.

Le premier à avoir donné le ton fut le gouvernement fédéral alors qu'il imposait à ses fonctionnaires un gel des salaires pour 1991 et des hausses salariales plafonnées à 3 p. cent pour les deux années subséquentes.

Le gouvernement du Québec n'a pas tardé à suivre en demandant à sa fonction publique de revoir à la baisse les augmentations salariales déjà négociées. Résultat: les syndicats ont accepté de réduire à 3 p. cent leur augmentation salariale pour les six derniers mois de 1991 et de prolonger d'un autre six mois leur convention collective en 1992 avec un gel des salaires.

Un enjeu de taille

Ces nouvelles politiques salariales se sont répercutées dans les municipalités et dans le secteur privé, où les employeurs

exigent à leur tour des concessions salariales de leurs employés syndiqués.

Pour Claudette Carbonneau, l'objectif ainsi visé par les deux paliers de gouvernement n'était pas tant de diminuer leur déficit respectif que de faire pression à la baisse sur les salaires du secteur privé. Le maintien du pouvoir d'achat des salariés va donc devenir un enjeu de taille, autant pour le secteur public que pour le secteur privé.

Dans son discours du budget, en avril dernier, le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson, avait clairement indiqué

Ah! Travailler pour la reine, c'est pas toujours facile, j'en sais quelque chose!



que la politique de lutte à l'inflation de son gouvernement, qui se traduisait déjà par des taux d'intérêt élevés, un des facteurs responsables de la récession actuelle, nécessitait maintenant un fléchissement des hausses salariales au Canada.

Mais les travailleurs ne sont pas aussi naïfs que lors de la dernière récession, explique-t-elle. Les concessions qu'ils ont faites alors n'ont pas permis une relance de l'emploi, pas plus que les politiques néo-libérales des gouvernements québécois et canadien.

Malgré une croissance économique, qui s'est traduite par une hausse du PIB de 39,6 p. cent entre 1986 et 1989, le taux de chômage n'a baissé que de 1,7 p. cent, pour atteindre 9,3 p. cent en 1989.

Cela amène Claudette Carbonneau à dire qu'il faut non seulement que les syndicats remettent en question les politiques de désengagement des gouvernements, mais surtout qu'ils exigent une transparence économique des entreprises.

C'est scandaleux

«C'est quand même assez scandaleux ce qui s'est passé dans l'industrie des pâtes et papier», de dire spontanément Claudette Carbonneau. «Les employeurs se sont conduits de façon éhontée en redistribuant des dividendes sans se soucier de renouveler l'équipement et de diversifier leur production. Et lorsque la crise arrive, ça craque. C'est davantage cela que la récession actuelle, ou la valeur du dollar canadien trop élevée, qui a plongé ce secteur dans une profonde crise structurelle qui se solde actuellement par des fermetures et des mises à pied massives.»



Photo: Alain Chagnon

Elle reconnaît cependant qu'il faudra s'ajuster à la situation dans laquelle on se trouve. Mais les syndicats entendent, cette fois-ci, exiger des entreprises qu'elles maintiennent une transparence économique, même en période de croissance, pour s'assurer qu'elles accroissent leurs investissements en vue d'améliorer leur compétitivité sur les marchés et de créer d'autres emplois, deux autres enjeux majeurs.

«Il ne faut pas oublier que la crise que nous traversons a d'abord frappé le secteur privé par des mises à pied», de dire Claudette Carbonneau. «N'ayant pas la même sécurité d'emploi que dans le secteur public, ajoute-t-elle, ces travailleurs et travailleuses ont été con-

frontés plus rapidement à revoir l'organisation du travail.»

Organisation du travail

Plusieurs entreprises du secteur privé ont entrepris d'implanter au Québec le concept de la qualité totale, le modèle d'organisation du travail qui a permis aux Japonais de fabriquer des produits de meilleure qualité à un moindre coût. Un concept que le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, proposait, l'automne dernier, de mettre en application dans les services publics pour mieux en contrôler les coûts et la qualité.

Déjà, plusieurs hôpitaux, notamment l'hôpital Sacré-Coeur à Montréal, ont fait appel à des firmes

de consultants pour revoir l'organisation du travail dans leur institution. Mais la réflexion des syndicats est nettement moins avancée dans le secteur public que dans le secteur privé à ce sujet, de reconnaître Claudette Carbonneau.

Les quatre fédérations du secteur public de la CSN préparent actuellement leurs revendications pour le renouvellement de leurs conventions collectives. «Et les enjeux auxquels elles sont confrontées sont plus que jamais liés à ceux du secteur privé», selon la vice-présidente de la CSN.

Les fédérations des secteurs public et privé de la CSN manifestent d'ailleurs une volonté de mieux coordonner leurs interventions face à des enjeux comme la nécessité de revoir le rôle et la place des finances publiques et de l'État pour relancer l'emploi et maintenir les services publics.

Claudette Carbonneau trouve qu'il y a lieu de mettre en question sérieusement cette volonté du gouvernement de resserrer encore les dépenses et de refiler directement aux individus et aux familles, par de nouveaux frais aux usagers, une partie du coût des services publics. S'il n'y avait à payer que ces services, autant Ottawa que Québec enregistreraient des surplus budgétaires. C'est le service de la dette qui plonge dans le rouge les finances de l'État.

Quant à ça,
les armateurs, les compagnies,
c'est pas drôle
non plus!



Planifier le développement

Le constat fait par la centrale des pratiques économiques, fiscales et budgétaires des politiques néo-libérales et néo-conservatrices de la dernière décennie, c'est qu'elles équivalent à un appauvrissement de l'ensemble de la société. Au cours de ces dix dernières années, nous avons assisté, entre autres, à un accroissement du nombre de personnes sans emploi, à une plus grande déqualification du travail et à une remise en cause de la viabilité de grands secteurs industriels.

«Quant à nous, cet état de fait est le résultat d'un régime fiscal régressif, du retrait de l'État dans les interventions économiques et de l'ouverture des frontières sans planification de mécanismes de transition. Ces pratiques nous ont été préjudiciables et il est plus qu'urgent que nous reprenions le contrôle de notre développement économique et social», d'affirmer Gérald Larose.

Le nouveau portrait industriel, économique et social du Québec

La structure industrielle et économique du Québec s'est modifiée. L'accès à une énergie bon marché, à une consommation et une production de masse à partir, presque exclusivement, des ressources naturelles avec ses effets de gaspillage et de non-contrôle ont atteint leur limite. «Maintenant, la principale richesse d'une entreprise, celle qui fait la différence, c'est la main-d'oeuvre, sa formation,

Le 56e Congrès de la CSN se tiendra en mai prochain. La démarche de consultation menant à ce 56e Congrès s'amorcera sous peu mais, d'ores et déjà, nous pouvons en voir s'esquisser les grands thèmes. Comme nous l'a souligné en entrevue le président de la CSN, Gérald Larose, le maintien et le développement de l'emploi seront au coeur des préoccupations de ce congrès-ci. «Il n'y a pas de solutions durables aux problèmes de notre société sans solutions sur la question de l'emploi. L'emploi, c'est le premier mécanisme qu'a une société pour voir à la redistribution de la richesse. Une société en emploi permet aux gouvernements de se donner une plus grande marge de manoeuvre. Et, finalement, l'emploi permet aussi l'épanouissement des individus. Bien sûr, les questions portant sur l'emploi, le plein emploi, ont déjà été débattues à l'intérieur de la CSN mais, cette fois-ci, elles retrouvent une acuité sans pareille», rappelle-t-il.

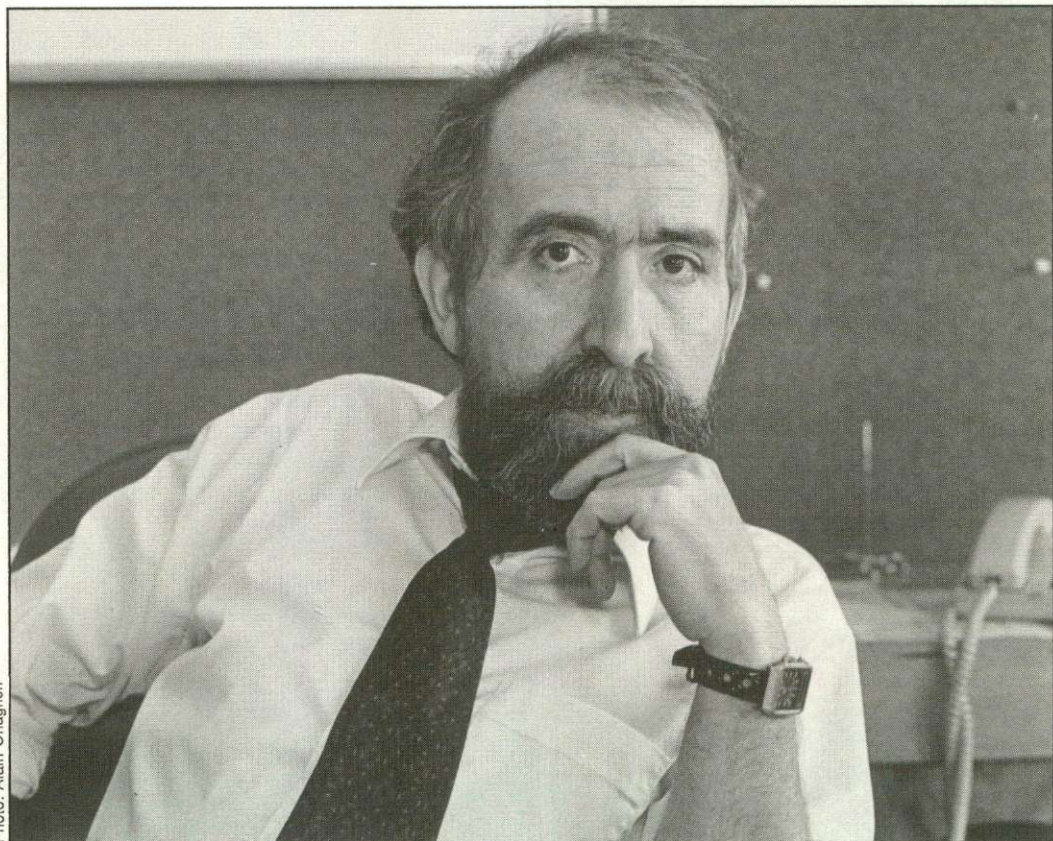


Photo: Alain Chagnon

Sapristi!
C'était donc ça,
le cap à prendre!



l'accumulation de son expérience», d'ajouter le président de la CSN.

La globalisation et la mondialisation des économies posent de nouvelles exigences. Le Québec a été plongé dans ces nouvelles conditions sans préparation, de façon brutale, et en supporte durement les conséquences.

De plus, l'ensemble des politiques gouvernementales des dernières années, notamment celles à l'égard de la fiscalité, remettent en question les fondements mêmes sur lesquels devrait reposer le régime fiscal comme outil de développement social et économique, de redistribution de la richesse et de financement des services publics.

Une planification nécessaire

«La première tâche, c'est de planifier le développement économique. Cette planification nous permettra d'atteindre des objectifs réels de création

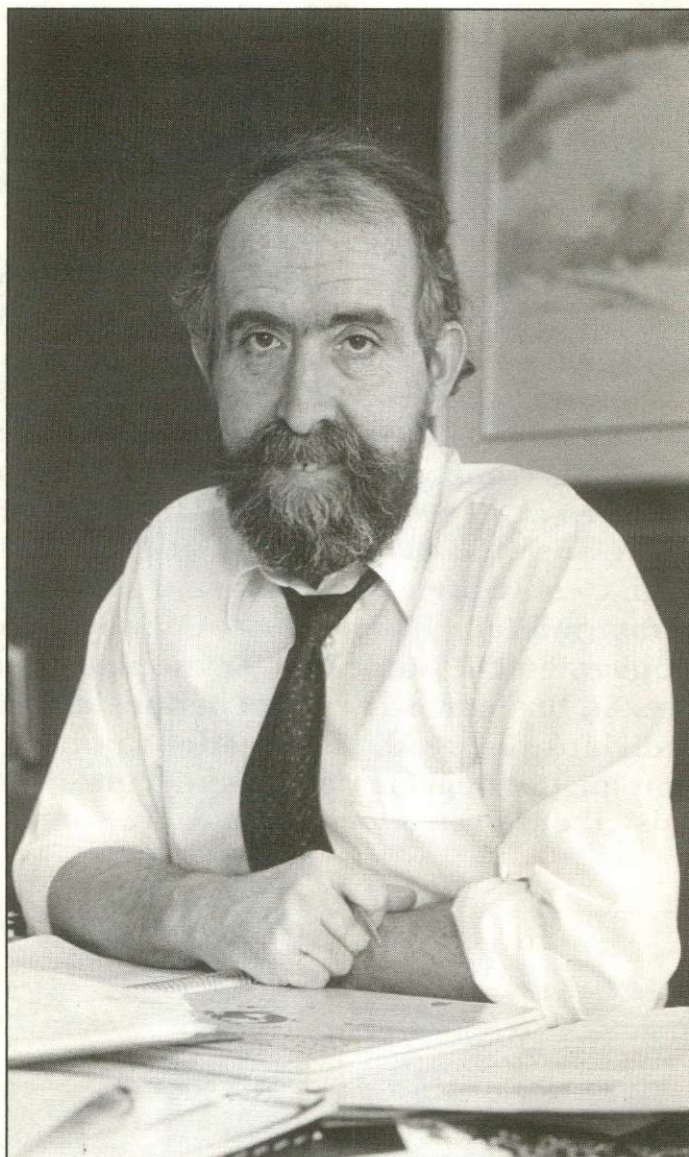


Photo: Alain Chagnon

d'emplois de qualité et durables, d'identifier clairement les moyens pour tirer notre épingle du jeu dans la mondialisation des économies et de maintenir les services collectifs que nous nous sommes donnés. Ainsi, en plus de parler des questions d'organisation du travail, de formation professionnelle, d'environnement, le 56e Congrès déterminera la deuxième phase de notre campagne d'action sur la réhabilitation de la fiscalité comme outil d'un authentique développement social et économique.

«Bien que ce congrès-ci ne portera pas sur la question nationale, cette dernière représente une clé importante pour la réussite de nos objectifs, car le projet de développement économique et social que supporte la CSN suppose la réappropriation par la société québécoise de divers outils de développement», de conclure Gérard Larose.

Faites pas comme moi!
Trompez-vous pas de pays!
Si vous saviez comment
ça vous fait prendre du retard
dans un voyage!



NOUVELLES

COLLOQUE CSN

Autonomie professionnelle

Pourquoi tenir un colloque syndical sur l'autonomie professionnelle? Tout simplement parce que c'est une question qui concerne de plus en plus des personnes salariées et syndiquées qui font face à des employeurs qui règlementent leur pratique professionnelle selon des critères quantitatifs, ce qui pose souvent des problèmes d'éthique professionnelle.

À la CSN, il y a plus de 30,000 professionnelles qui oeuvrent dans plusieurs domaines, notamment la santé et les services sociaux, l'information

et les communications, le droit et l'éducation collégiale et universitaire.

Le colloque, qui se tiendra les vendredi, samedi et dimanche, 24, 25 et 26 janvier, abordera plusieurs thèmes reliés à l'autonomie professionnelle qui seront traités par plusieurs invités du monde des professions.

Les personnes qui ne se sont pas inscrites auprès de leur fédération, pourront le faire sur place à l'hôtel Holiday Inn Crown Plaza de Montréal, salle Ambassadeur.

Luc L.



SOLIDARITÉ Paniers de Noël

Gâce au Fonds de défense professionnelle et à la générosité des orga-

nismes, des syndicats et des membres de la CSN, \$32, 250 ont été distribués en paniers de Noël à 470 personnes en grève ou en lock-out. En leurs noms, *Nouvelles CSN* et le service des grèves vous disent un gros merci.

ÉCONOMIE

La CSN en tournée

À Rimouski, le 14 janvier dernier, le Conseil central du Bas-Saint-Laurent n'était pas seul à se révolter du spectacle désolant qu'ont laissé dans leur région les politiques économiques néo-libérales des gouvernements fédéral et provincial.

La Coalition urgence rurale, l'ACEF Grand-Portage, le Regroupement des organismes communautaires, les femmes et les conseils centraux de la Gaspésie et de Sept-Îles ont joint leur voix à celle du président de la CSN dans le cadre de la tournée régionale de l'exécutif de la CSN entreprise sur la situation économique afin

d'initier un débat public sur la fiscalité.

Les réalités décrites tour à tour par ces porte-parole avaient de quoi vous laisser un froid dans le dos: exode rural, appauvrissement accru, fermeture sur fermeture, coupures de services, de moins en moins de financement pour les

groupes communautaires.

«Ici, mentionnait Laure-Aimé Lajoie des ACEF, ceux qui ont des emplois sont gênés de le dire. Quant aux autres, ils ont peur d'être reconnus et étiquetés pauvres.» Voilà qui en dit long sur les réalités auxquelles sont con-

frontés les gens de cette région, qui assistent presque impuissants à la liquidation de leur patrimoine régional, leurs ressources, leurs emplois. Face à ce désarroi, Raymond Cadrin, du Regroupement des organismes communautaires, insistait sur la nécessité de réhabiliter la fiscalité comme outil de développement social et économique.

«Aujourd'hui, dit-il, on peut même parler d'absence de l'État tellement son désengagement a pris de grandes proportions.» Tous sont convaincus que des politiques de plein emploi, le développement d'une plus grande solidarité sociale ainsi qu'une fiscalité plus juste et équitable remettront le Québec sur la voie du progrès.



QUÉBEC

Métallos contrés

La centaine de travailleuses et de travailleurs du Château Mont Sainte-Anne, dans la région de Québec, a vécu des moments difficiles peu avant les fêtes lorsque l'entreprise a fait faillite avant d'être reprise par de nouveaux propriétaires. Ceux-ci n'ont pas tardé à faire connaître leur couleur: pas question de reconnaître le syndicat en place! Les propriétaires ont toutefois rappelé les mêmes employé-es en leur offrant des conditions de travail inférieures à ce qu'ils avaient avant la vente.

La CSN a alors entrepris des démarches en vertu de l'article 45 du Code du travail pour faire reconnaître le syndicat. Mais une campagne d'organisation, menée par l'union américaine Métallos, a amené les employé-es à déposer une nouvelle requête en accréditation.

Profitant des failles du Code du travail, les Métallos ont fait parvenir une missive aux employé-es les invitant à rejoindre leurs rangs en raison du Fonds de solidarité «qui fera tout pour empêcher une autre faillite en protégeant leurs emplois».

Les employé-es n'ont pas été dupes et, réunis en assemblée générale, ils ont décidé de demeurer à la CSN. Ils doivent maintenant se réunir de nouveau pour établir leurs priorités de négociations.

T.J.

L.-S. H.



LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

MÉRITES 1992 Français au travail

Pour la troisième année consécutive, les syndicats pourront soumettre leur candidature aux Mérites du français au travail. Organisé dans le cadre de la semaine du français au travail qui se déroulera cette année du 16 au 20 mars, les mérites visent à la fois à récompenser et à faire connaître des réalisations intéressantes en matière de promotion du français au travail qui se sont tenues au cours de 1991.

français au travail ou d'une activité réalisée lors de la semaine du français en 1991, etc.

Les Mérites du français au travail sont mis sur pied grâce à la collaboration de divers organismes dont la CSN et ce, depuis le début de cette activité. Nous invitons les syndicats CSN à participer aux Mérites du français au travail 1992. Pour de plus amples informations ou pour obtenir un soutien dans la présentation de votre candidature, vous pouvez rejoindre Jacqueline Rodrigue au Service de l'information de la CSN, au 514-598-2168.

J.R.

ASSURANCES Emplois perdus

Le décloisonnement des institutions financières, qui a permis aux mutuelles d'assurance de diversifier leurs activités, a eu des conséquences désastreuses sur les emplois de ce secteur. L'an passé, le secteur bureau et institutions financières, affilié à la Fédération du commerce, a perdu près d'une centaine d'emplois et la prochaine année s'annonce aussi difficile en raison de la liquidation de la mutuelle-vie Les Coopérants (à ne pas confondre avec la compagnie d'assurance-générale Les Coopérants).

La publicité faite autour de cette liqui-

dation a créé un climat d'incertitude auprès de la clientèle des deux compagnies d'assurances.

Ainsi, les employées des Coopérants sont débordées d'appels de clients qui s'inquiètent de leurs contrats en vigueur auprès de la mutuelle-vie et qui croient que la faillite touche également la compagnie d'assurance-générale Les Coopérants. La responsable du secteur bureau et institutions financières à la Fédération du commerce, Louise Bernier, invite les membres de la CSN à maintenir leurs contrats d'assurance en vigueur à la mutuelle-vie Les Coopérants parce que ceux-ci sont garantis. Selon elle, la survie des emplois en dépend.

Quant à la compagnie d'assurance-gé-

nérale Les Coopérants, elle n'est pas visée par la liquidation et continue d'opérer.

L.-S.H.

FONDS DE PENSION Gains des ex-ouvriers de Simonds

Donnant raison au syndicat, le juge Raynald Fréchette, de la Cour supérieure, a ordonné aux ex-proprétaires de l'usine Simonds de remettre aux employés une somme de \$4 946 084. Cette somme représentait les surplus accumulés dans la caisse de retraite des 103 travailleurs, que la compagnie s'était appropriés sans droit et illégalement.

Bien sûr, le Conseil du patronat s'est empressé de minimiser la portée de ce jugement de 162 pages, déposé le 12 décembre. C'est un cas d'espèce, a dit M. Ghislain Dufour.

Mais la vice-présidente Claudette Carbonneau estime au contraire que le ministre André Bourbeau devrait s'inspirer de ce jugement, dans sa législation à venir sur les régimes de retraite. «Cela fait partie des conditions de travail et constitue une composante de la rémunération. À ce titre, les surplus reviennent de droit aux travailleuses et aux travailleurs», a-t-elle déclaré en conférence de presse le 15 décembre, en présence du président de la Fédération de la métallurgie, Benoit Capistran.

M.R.

MONTREAL Meilleurs voeux à Louise Roy

Quelques jours avant Noël, la présidente-directrice générale de la Société de transport de Montréal, madame Louise Roy, recevait une carte de souhaits qui sortait de l'ordinaire: les meilleurs voeux des 93 travailleuses et travailleurs à l'emploi de la STCUM, mis au chômage par les bons soins de la Société.

Ayant refusé que le surplus de la caisse de retraite soit utilisé pour éponger un déficit de fonctionnement, le syndicat de l'entretien (CSN) a vu la STCUM procéder à 93 mises à pied. Le syn-

Des Fêtes sombres à la STCUM



dicat proposait plutôt que des mises à la retraite soient favorisées, à même ces surplus, dans des conditions avantageuses.

Invités par le président du Conseil central de Montréal Sylvio Gagnon à faire parvenir des cartes postales

aux dirigeants de la STCUM, plus de 160 syndicats de la région de Montréal ont protesté de cette façon.

«L'attitude de la STCUM est antisociale et antisyndicale», a écrit Sylvio Gagnon aux syndicats.

M. R.

Mérites
du français au travail
1992

Les syndicats ont jusqu'au 9 février 1992 pour poser leur candidature auprès de l'Office de la langue française. Chacun des syndicats affiliés à la CSN recevra un formulaire de participation aux Mérites du français au travail 1992. Différents projets peuvent être soumis: mise sur pied d'une activité de promotion du français par le comité de francisation ou le syndicat, la rédaction de chroniques linguistiques dans le journal, l'organisation d'un concours sur l'utilisation et la qualité du

SOREL Pour des emplois

À Sorel-Tracy, plus d'une personne sur trois est sans emploi. Aussi, le Conseil central de la région convie les représentants socio-économiques à mettre un terme à l'éparpillement des efforts en matière de développement de l'emploi et à coordonner leurs interventions pour plus d'efficacité.

Profitant du colloque sur l'avenir de la MRC du Bas-Richelieu, le 1er février, le conseil central invitera les intervenants à passer à l'action afin de créer des emplois durables et bien rémunérés dans une région qui compte plus de 33% de chômage.

Les représentants de la CSN proposeront la formation d'un comité d'action et de coordination du Sorel métropolitain qui pourrait devenir un lieu privilégié de partage de l'information et de coordination des démarches pour attirer de nouveaux investissements. Réunissant les intervenants liés à la recherche, à la formation, à la politique, au monde du travail, au communautaire, ce comité pourrait également faire pression au niveau politique pour faire aboutir des projets créateurs d'emplois.

L.-S. H.

FTPF Artopex: la CSN l'emporte

À la suite de l'acquisition, par Artopex, de trois entreprises dans l'industrie du meuble de bureau et de la fusion de celles-ci en une seule entreprise, le commissaire du travail ordonna un vote en vertu de l'article 46 du Code du travail. Le 15 janvier, la CSN l'a emporté avec un vote de 58% en sa faveur.

Au printemps 1991, Artopex acquiert l'entreprise Biltrite située à Anjou et syndiquée à la CSN, ainsi que deux autres entreprises, dont une située à Laval et l'autre à Sainte-Thérèse, affiliées, l'une à un syndicat de la FTQ et l'autre à un syndicat de boutique. Début novembre 1991, l'employeur présente son plan de fusion des trois usines aux syndicats et exige la conclusion d'ententes formelles avant de mettre le plan à exécution.

En décembre, on s'entend sur l'ensemble des points en litige, soit la fusion des listes



d'ancienneté, l'attribution des postes, la mise sur pied d'un programme de formation et de mécanismes de protection des salaires pour tous les employés. De plus, compte tenu que la CSN regroupe le plus grand nombre des effectifs, c'est-à-dire 48% des effectifs de la nouvelle usine et que l'usine concernée est celle du syndicat CSN, les parties conviennent d'appliquer la convention collective du syndicat CSN.

L'entente est finalement entérinée par les assemblées générales des syndicats FTQ et CSN, rejetée par le syndicat de boutique mais confirmée par le commissaire du travail, ce qui permet d'éviter une fermeture.

AUTOBUS MAGOG Mandat de grève

Réunis en assemblée le 14 janvier dernier, la vingtaine d'employés des Autobus Magog ont voté à 75% pour la grève générale illimitée à être déclenchée au moment jugé opportun. De même, lors d'un scrutin secret, les of-

fres patronales ont été rejetées à 79%. Alors que l'assemblée générale était prévue pour 18 h 00, la partie patronale a fait parvenir, par télécopieur, d'autres offres à 15 h 35. Ces dernières offres seront évaluées ultérieurement par l'assemblée générale.

La convention collective est échue depuis la fin du mois de septembre. Les négociations ont commencé au début du mois sep-

TROIS-RIVIÈRES Présidente réintégrée

Victime depuis le 12 juin 1989 d'un congédiement pour activités syndicales, la présidente du syndicat des employé-es du CRSSS de Trois-Rivières, Monique Lupien, a vu la Cour d'appel du Québec confirmer, le 16 décembre, la décision du Tribunal du travail ordonnant son réengagement.

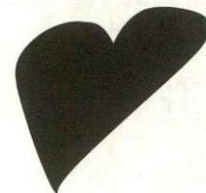
En conférence de presse le 19 décembre, le président du Conseil central, Guy Rousseau, a enjoint le CRSSS de cesser de s'acharner sur le syndicat, ses membres et

son ex-présidente. «La décision des tribunaux confirme que la liberté d'action syndicale est un droit», a-t-il affirmé, invitant par la même occasion l'organisme public à cesser de dépenser l'argent des contribuables pour financer ses activités anti-syndicales.

Le CRSSS avait invoqué un prétendu réaménagement administratif pour procéder au congédiement de Monique Lupien. Dans un premier jugement rendu le 16 janvier 1991, le juge Robert Auclair n'avait pas accepté les prétentions patronales, donnant raison au syndicat affilié à la FAS-CSN.

M.R.

*Jamais
seul*



**POUR CHANGER
NOTRE APPROCHE
FACE À L'ALCOOL
ET LA DROGUE**

**L'indépendance:
notre manière
d'y voir**



Contribution du Comité de la condition féminine au débat sur l'avenir constitutionnel du Québec, ce **manifeste** propose une réflexion à la lumière des acquis et des revendications des femmes, mais aussi une démarche engageante pour toutes celles et ceux qui désirent s'associer à ce choix de société.

**Disponible au service
de la documentation
de la CSN**

1601 ave. DeLorimier
Montréal (Québec)
H2K 4M5
Tél.: (514) 598-2151
Télécopieur:
(514) 598-2089

J.R.

BIENVENUE

MONTREAL

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses de SCOPCAT (CSN), qui avait déposé une demande d'accréditation le 12 novembre, a été accrédité le 3 décembre 1991. Ces 20 nouveaux membres sont affiliés à la Fédération de la métallurgie et au Conseil central de Montréal.

Quelque 50 salariées de l'Association des étudiants et étudiantes de l'Université Concordia de Montréal ont obtenu leur accréditation et seront affiliés à la Fédération du commerce.

De leur côté, les 90 employé-es saisonniers de la Société du Vieux-Port de Montréal ont obtenu une accréditation pour se joindre au syndicat des employé-es réguliers affilié à la FEESP.

Enfin, les salarié-es de la Maison Jean-Lapointe, un centre de réhabilitation pour toxicomanes, ont déposé une demande d'accréditation et d'affiliation à la Fédération des affaires sociales de la CSN. Il y avait déjà eu un syndicat accrédité en 1986 qui avait été révoqué six mois plus tard sous la pression de l'employeur, en particulier monsieur Jean Lapointe lui-même. La plupart des anciens employés syndiqués avaient été remplacés alors.

VALLEYFIELD

Les techniciennes et techniciens ambulanciers des Ambulances Lacolle se sont également joints au RETAQ de la Fédération des affaires sociales de la CSN en obtenant une nouvelle accréditation, suite au dernier maraudage.

SAGUENAY

D'autre part, les travailleuses et les travailleurs du restaurant Bou Bou de Jonquière ont demandé à être représentés par un syndicat CSN affilié à la Fédération du commerce et au Conseil central du Saguenay-Lac-St-Jean.

SHERBROOKE

Une requête en accréditation pour représenter les sept travailleuses de la Caisse populaire de Dunham a été déposée le 9 janvier dernier. Avec ce nouveau syndicat, la CSN représentera dorénavant trois syndicats provenant des caisses populaires de la région de Granby.

Un douzième syndicat viendra joindre les rangs de l'Association des garages de l'Estrie, affiliée à la Fédération de la métallurgie. En effet, une requête en accréditation vient d'être déposée pour représenter les six employés de PLC Chevrolet East-Angus.

NORD-OUEST

Négociations difficiles dans les caisses pop

Les négociations semblent toujours difficiles dans les caisses populaires. Après avoir vu leurs camarades de Brosard en venir à une entente après plus de 15 mois de grève, c'est maintenant au tour des 85 travailleuses de la Caisse populaire de Rouyn-Noranda de connaître de longues négociations.

Sans contrat de travail depuis avril 1991, les employées

ont débrayé quelques heures au début de janvier, dans l'espoir de faire progresser leurs négociations. Depuis le début des pourparlers, rien n'a véritablement avancé et un conciliateur a été nommé peu de temps avant les fêtes. Réunies en assemblée générale le 14 janvier, les employées ont rejeté les offres patronales et voté en faveur de la grève dans une proportion de 91%.

Les travailleuses demandent, entre autres, des hausses salariales de 6%, la possibilité de bénéficier d'un congé autofinancé et des journées de congés supplémentaires. Pour sa part, l'employeur propose notamment une plus grande flexibilité dans les heures de travail.

À la Caisse pop de Rouyn-Noranda, l'attitude de la direction a déjà été responsable de plusieurs cas de burn-out. Comment s'en rendre compte, quand elle va jusqu'à chronométrer les tâches des employées...

L.-S. H.

PLUS QU'HIER ...

Collecte de sang

La collecte de sang organisée par le Rassemblement des techniciens ambulanciers du Québec, sous la responsabilité de Jean-Pierre Richard, au siège social de la CSN, en décembre, a recueilli 258 unités pour le bénéfice de la Croix-Rouge et des



personnes qui ont besoin de sang. C'est une amélioration sensiblement supérieure à la collecte de l'année

précédente puisqu'on a recueilli 78 unités de plus.

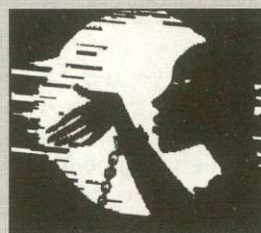
Luc. L.

BATEYES

Il y a toujours des esclaves

À un jet de pierre des plages dorées de la République dominicaine où affluent les touristes, des esclaves haïtiens, embauchés par le gouvernement dominicain, s'activent à la coupe de la canne à sucre.

Confinés dans des bateyes, ces camps de travail haïtiens, les esclaves ne disposent, la plupart du temps, ni d'eau potable, ni d'électricité, ni de services de santé, ni de nourriture en quantité suffisante. Épuisés par le travail très difficile,



sent d'aucun droit ci-

vil et ne peuvent circuler librement dans le pays.

Devant cette situation qui nous ramène à une autre époque, une campagne de boycottage des plages dominicaines a été entreprise il y a quelques années. Mais la condition des travailleurs haïtiens ne s'est guère améliorée et c'est pourquoi le boycott de cette petite île doit se poursuivre.

Source: Paramundo

ALGÉRIE

Quand l'armée sert ... de frein

La légitimité des urnes, on connaît. Au Myanmar il y a deux ans, en Haïti en septembre 1991 et maintenant en Algérie, l'armée sert de frein à une volonté exprimée par voie d'élections. Il ne manquait plus que 28 sièges au FIS (Front islamique du salut) pour atteindre la majorité parlementaire à Alger. Assez pour donner la frousse d'un intégrisme pouvant ressembler à la république iranienne intolérante, le parti ayant clamé que l'Islam a réponse à tout! Dans la mosquée de Kouba, le 10 janvier, Abdelkader Hachani, leader provisoire du FIS (les vrais leaders sont emprisonnés depuis juin) déclarait: «Notre destin, c'est la lutte entre la justice divine et l'injustice de la barbarie anti-islamique. La cohabitation entre la vérité divine et l'injustice est impossible». À vrai dire, pas besoin de programme avec un tel credo. Le lendemain, démission du président Chadli Benjedid...

On connaît le tour de passe-passe constitutionnel: le Haut conseil de sécurité prend l'intérim, annule le deuxième tour des élections prévues le 16 janvier. Après un règne sans partage du Front de libération nationale (FLN), de 1962 à 1989, il n'en fallait pas gros pour discréditer la vie politique. Place au réconfort de la religion!

Depuis 1970, ce pays est passé de 14 à 25 millions d'habi-

tants. Le taux d'analphabétisme y a chuté de 73 % à 43 %, mais les générations montantes n'ont souvent pas d'autre choix que des'expatrier. Les trois branches des forces armées ont plus que doublé leurs effectifs en 20 ans, passant de 57 000 à 126 000; elles furent mises à contribution pour mater le mouvement étudiant en 1988, et pour contrer les barbus qui ont le vent en poupe.

Islam et intolérance, c'est là un amalgame à éviter. Oui mais... les nouvelles qui nous parviennent d'Égypte (persécution fréquente contre les 10 millions de Coptes), du Timor oriental (l'Indonésie occupante pourchasse les ex-colonisés chrétiens), de l'Iran ou du Liban, avec leurs mollahs et leurs «fous de Dieu» qui entendent imposer des contraintes aux buveurs, aux femmes, aux «occidentalisés», sèment l'inquiétude. En Algérie, de nombreux coins étaient prêts à embrasser un Islam à courte vue (femmes sans voile menacées ou balafrées). Est-ce le prélude à une nouvelle ère d'agitation et de répression? Je le crains pour ce pays où le chômage atteint 30 % et où la dette extérieure dépasse les 25 milliards de dollars (40 % est dû à des banques japonaises).

L'Algérie peut dire une fois encore: bonjour tristesse. Était-il besoin d'un scrutin pour en arriver là?

Clément Trudel

L'EX-URSS

De bleu, de blanc, de rouge

Les temps changent dans l'ex-URSS. Comme l'histoire se répète! suis-je porté à croire. Il faut bien qu'existent des régimes de transition si l'on veut éviter la stagnation totale. Faut-il s'imaginer que Boris Eltsine soit un démocrate et que les plus de 35 ans soient récupérables dans cet ex-«Empire»?

Eltsine supplante Gorbatchev. L'on revient au drapeau du temps des tsars, de bleu, de blanc, de rouge! Il y eut bien en 1917 un Kerensky pour préparer le terrain au coup des bolcheviques, pour se défaire de ce qui devenait invivable pour le petit peuple. Puis Gorbatchev vint, avec sa fin de règne maintes fois annoncée; il tenta d'obtenir un sursis après le putsch d'août 1991. Son intuition demeure géniale: ouvrir et reconstruire (glasnost et perestroïka) un empire sclérosé.

Dans le camp des démocrates russes, certains font montre



de lucidité. Alexandre Iakovlev par exemple: «Dans toute cette période, aucun pas en avant vers la réforme n'a été accompli. La vraie menace pour la démocratie vient de là». L'histoire devra-t-elle donner raison au maire de Moscou, Gavril Popov, qui entrevoit pour son pays des suites qui pourraient ressembler à ce que la République de Weimar a pu apporter à l'Allemagne: «Après avoir détruit l'Empire (du Kaiser Guillaume), elle n'a pas été capable de satisfaire les besoins du peuple,

le peuple a choisi le fascisme»?

Le nouveau pouvoir pourrait bien succomber au manque de moyens pour mobiliser ceux qui entretiennent l'espoir d'un répit avant des temps encore plus durs. L'agriculture a régressé: récolte de 236 millions de tonnes de blé en 1990; 160 tonnes seulement l'an dernier. On a beau projeter le démantèlement des fermes collectives, mais comment obtenir de réorganiser la distribution?

C.T.

La guerre? No, Sir!

Je puise dans le *Bulletin d'information* du Centre de ressources sur la non-violence une courte dépêche sur des «soldats américains résistant à la guerre». Est annexée au texte, une liste de 19 mari-

nes qui ont refusé d'obéir aux ordres ou qui se sont prononcés ouvertement contre la guerre du Golfe. Les condamnations vont de 9 mois, pour Jean-Claude Rainey, à six ans pour le sergent Robert Pele; ce dernier devrait terminer de purger sa sentence en 1997! La plupart des récalcitrants feront de un à deux ans de prison, mais deux autres réfléchiront à leur

geste 30 mois, soit jusqu'en 1994 pratiquement. Le sérieux jeu de la guerre et le sérieux enjeu du pétrole expliquent que l'on n'ait pas eu le goût de badiner avec ces recrues du Camp Lejeune, en Caroline du Nord. Les États-Unis devraient-ils prévoir un régime spécial pour les obéissants de conscience?

C.T.

Pat Benatar

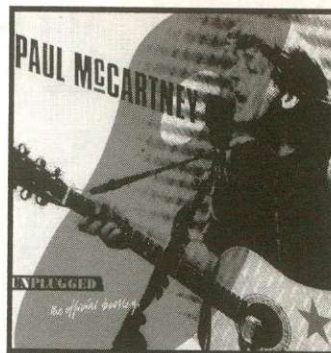


Pour se sortir de la grisaille de l'hiver et de la monotonie du rock que nous font entendre les stations de radio commerciales, je suggère *True Love* de **Pat Benatar**. J'ai l'impression que la rockeuse américaine et ses musiciens se sont vraiment éclatés en enregistrant ce disque qui se situe à des lieux de ce qu'elle nous avait présenté jusqu'ici.

True Love est un disque de blues, de jazz et de swing joué par un Big Band, ces grands ensembles si populaires dans les années quarante et cinquante. Accompagnée de 11 musiciens, dont une section de cuivres, **Pat Benatar** nous propose une musique très enlevante. Il s'agit de bon vieux Rock N'Roll (*The Good Life* et *I Feel Lucky*), de slow lascifs (*Evening* et *True Love*), ainsi que de bonnes compositions du légendaire **B.B. King** (*Payin' The Cost To Be The Boss* et *I've Got Papers On You*). Un bon point pour le réalisateur **Neil Giraldo**, également guitariste sur le disque, qui a su rajeunir ce genre musical d'une autre époque grâce à l'apport de la guitare électrique.

Louis-Serge Houle

★ Paul McCartney ★



L'ex-Beatles **Paul McCartney** a été très actif au cours des deux dernières années. Il a tiré de sa tournée mondiale deux albums reprenant des succès des **Fab Four** qui n'avaient jamais été joués en public. On y retrouve notamment les pièces *Sergeant Peppers Lonely Heart Clubs Band*, *Carry That Weight*, *The End* et *Birthday*. Un autre disque reprenant des classiques de blues, enregistré lors de

spectacles en Union soviétique en 1990, est également disponible depuis peu chez nos disquaires.

Enfin, **McCartney** a sorti, en novembre, son *Oratorio*. Mais l'album qui a le plus retenu mon attention est *Unplugged, The*

Official Bootleg. Ce disque a été enregistré lors de la retransmission de l'émission britannique **Unplugged**, qui invite des artistes à présenter des versions acoustiques de leurs succès. Les interprétations des pièces *We Can't Work it Out*, *Here There and Everywhere* et *And I Love Her* sont extraordinaires. Ces interprétations vont jusqu'à surpasser les originales, ce qui n'est pas peu dire. Malheureusement, ce disque n'a été pressé qu'en quantité limitée.

L.S.H.

Trioxyde de méthane

Alors que dans notre campagne la neige fait rage et que du large souffle ce vent du Saint-Laurent, en cet après-midi du 18 décembre 1991, il se prépare, à Montréal, une tempête d'un tout autre genre: musicale et urbaine! Quelques heures plus tard, dans la soirée, les membres du groupe de musique avant-gardiste **Trioxyde de méthane** envahiront la scène des Fougones Électriques.

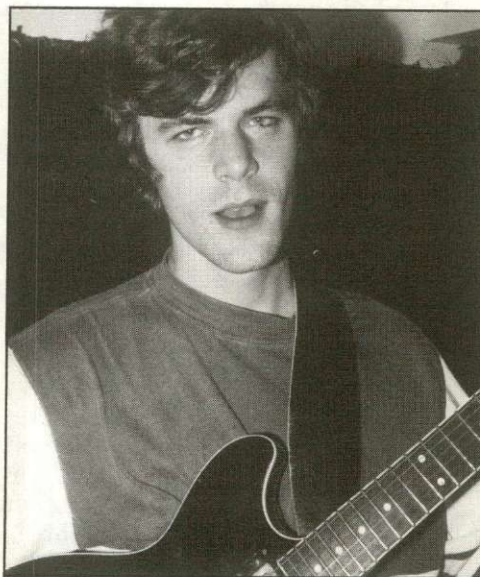
La combinaison de **Jean-François Girard** à la guitare, **Nicolas Trudel** à la basse et **Charles Beauregard** à la batterie a résulté en une performance instrumentale brillamment exécutée et tout à fait époustouflante.

Peu familier avec ce genre musical, j'ai demandé au jeune **Thierry Bilo-deau** de nous définir le spectacle auquel il venait d'assister. «*Malgré le peu de monde présent, ce fut un excellent spectacle d'un groupe qui, selon moi, mélange différents genres, du Zappa, du Santana, pour en faire un bon jazz-fusion.*

J'y vois aussi des similitudes avec le projet Brand-X de Phil Collins.»

Fait intéressant à noter, les titres des longues pièces de ce groupe sont en français: *Le chemin de Bagdad*, *La route de la soie*, etc.

Trioxyde de méthane, un groupe à surveiller dans les bars alternatifs de la province.



Steve Faulkner

Au retour, chemin faisant, j'ai inséré dans le magnétophone de l'automobile une vieille cassette que j'ai affectueusement intitulée «*Les oeuvres complètes de Steve Faulkner*». Oeuvres qui, pour le moment, se limitent à deux albums. Car **Steve Faulkner** devrait sortir un nouvel enregistrement quelque part entre mars et avril.

Michel Crête

Van Gogh

un film
de Maurice Pialat,
avec Jacques Dutronc



Vincent Van Gogh, c'est une oeuvre, un homme et finalement un mythe. Voilà donc le sujet par ex-

cellence pour qu'un cinéaste, même connu, se casse ... le cou. Alors que je voyais déjà un Depardieu hystérique, l'oreille en sang, peignant un champ de blé ensoleillé et survolé de corbeaux, ce fut un Dutronc méconnaissable.

Maurice Pialat est tout, sauf un cinéaste facile. En plus, il est peintre, et finalement un peu un *artiste maudit*, comme l'était Van Gogh. Il a donc su contourner le sujet et éviter les pièges. Nous avons donc moins droit à un film sur Van Gogh ou même sur la peinture qu'à un film traitant de l'art, de l'artiste et de sa difficile acceptation par la société.

Pialat nous présente une époque où, dans les villa-

grait les idiots, mais méprisait les artistes. Pourtant, son Van Gogh n'est pas désabusé par la non reconnaissance de son génie. N'était-il pas, après tout, le premier à dénigrer ses oeuvres antérieures au profit de celles en cours? Bien sûr, Van Gogh aurait aimé *vendre* de son vivant. Oh! pas pour l'argent. Selon lui, vendre, c'était jeter ... avec l'argent en plus. Plutôt pour qu'on lui fasse un signe, qu'on lui indique qu'il était sur la bonne voie. Mais il n'a jamais eu ce signe, ce qui l'a tué. Même son frère Théo ne voulait pas vraiment vendre ses oeuvres. Il aurait préféré que Renoir peigne comme Vincent, plutôt que d'accepter la reconnaissance de

Vincent de son vivant.

Pour jouer Van Gogh, Pialat a donc choisi Dutronc. Le chanteur, l'éternel cabotin, le comédien peu connu, mais surtout l'artiste. Dutronc ne joue pas, ne cabotine même pas. À peine reconnaissable, avec plusieurs kilos en moins, il habite Van Gogh. Avec une surprenante économie de dialogues, on sent la surprise, la colère, la haine, la joie et le questionnement de l'artiste. Dutronc offre une des plus impressionnantes interprétations que j'aie vue au cinéma. Il aurait mérité la palme à Cannes.

Van Gogh est sans contredit un film à voir.

M.T.

LECTURE

Parole de jeunes

Les jeunes sont-ils aussi peu préoccupés par le politique que nous le croyons généralement? Non, déclare le Bureau de consultation jeunesse (BCJ) qui estime que la jeunesse, parce qu'elle est exclue en tant qu'interlocutrice politique, recherche des moyens à sa portée pour se faire

entendre. Dans une plaquette de 86 pages intitulée *Qui a dit que les jeunes étaient...?!*, parue en décembre, le BCJ a cru bon de laisser les jeunes répondre à quelques-unes de ces idées préconçues.

Depuis environ vingt ans, le BCJ intervient auprès des jeunes et est souvent consulté sur leurs valeurs, sur leur manière d'être. Les demandes qui

lui sont formulées, croit-il, reflètent l'incompréhension du monde adulte à l'égard des jeunes, «de leur malaise à communiquer avec les jeunes».

Le BCJ a donc réuni neuf jeunes de différentes nationalités, âgés entre 16 et 20 ans, et les a laissés s'exprimer sur quatre thèmes: la sexualité, le suicide, leurs projets de vie et le racisme, ce dernier sujet étant selon eux LA question de l'heure. Les thèmes sont abondamment illustrés de citations de jeunes, à la suite desquelles le BCJ propose sa propre analyse. Un défaut de ce livre est qu'il utilise le langage parlé pour rapporter leurs interventions.

Un exemple? Laissons Angie donner sa vision des jeunes et de la société: «De 1965 à 1975, c'était les jeunes qui étaient au pouvoir. Pas le pouvoir au sens de la politique, c'était que le



monde, c'était des jeunes, c'était ça la vraie population, la population qui ressortait, l'opinion qui ressortait. Pis là, tout d'un coup, ça fait pffuuutt! Pis là, on est rendu la jeunesse tranquille qui est un peu révoltée.»

On peut se procurer *Qui a dit que les jeunes étaient...?!*, au coût de \$8, en communiquant avec le BCJ au (514) 844-1737.

Louis-Serge Houle
NOUVELLES CSN 336 page 29

FLASH

LES MIRACLES DE LA VACCINATION MODERNE...



LE TEMPS D'UNE PAUSE

S'arrêter parfois. Faire silence. Profiter par exemple de la période des fêtes pour suspendre un peu l'activité de la machine à penser et de la machine à agir. Échapper à la mécanique des choses. Se désengager un moment de ses propres idées. Supposer qu'on n'a peut-être pas absolument raison toujours. Être complexe. Malheur à une humanité, à des régimes politiques, à des militants, qui ne savent pas de temps à autre prendre un peu de recul. Malheur à ceux qui se laissent entraîner sans trêve par la logique rigoureuse de leur pensée ou de leur action. Il faut prendre par moments quelque distance.

Méditer parfois

L'humanité est peut-être aussi esclave de son activisme que des malheurs qui lui tombent dessus. J'ai l'impression que toute grande pensée salvatrice qui vient comme une grâce à l'humanité résulte peut-être autant d'un mouvement de retrait, d'un mouvement de retraite qu'accomplirait l'esprit, qu'elle ne résulte d'une avancée, d'un mouvement vers l'avant.

Autrement, on reste trop collé sur ce qu'on pense, sur ce qu'on fait, sur ce qu'on dit, sur ce qu'on continue de dire, sur ce qu'on continue de faire. Trop collé. On devient soi-même une mécanique. Alors les erreurs qu'on peut représenter aussi se perpétuent avec le reste.

Un exemple? Un exemple lointain, récent. L'in vraisemblable égarement soviétique, qui a duré trois quarts de siècle et qui



nous a fait illusion. Cela continuait comme une machine. Sur des rails. Avec la sympathie de Jean-Paul Sartre et de milliers d'autres. Peu de gens, à gauche, prenaient assez de recul par rapport au phénomène.

Il faut se donner une chance. Il faut essayer de respirer. De temps à autre. On doit laisser assez de place au questionnement. Ne pas se momifier.

Toutes ces causes que nous servons! Toutes ces idées que nous avons! Tous ces collectifs qui sont des trains qui ne s'arrêtent jamais! Le «fédéralisme» (enfin cette chose qu'on appelle ici de ce nom) qui ne s'interroge pas sur le nationalisme. Le féminisme qui ne s'interroge pas sur le féminisme. Le syndicalisme qui ne s'interroge pas trop sur la justice. Le socialisme qui ne s'interrogeait pas sur le stalinisme. Et ainsi de suite.

Je ne dis pas qu'il faille changer de camp. Je dis qu'il faut s'ouvrir.

On peut garder la mémoire d'un homme comme René Lévesque, parce qu'il avait naturellement de l'ouverture. Autrement dit, de l'imagination pour les idées, et par rapport aux siennes en particulier. Il eut, bien

sûr, vers la fin, le défaut de cette grande qualité.

De temps à autre, dans l'histoire, un Walesa, un Havel, un Albert Camus, un modeste Vincent Harvey, une Simone Weil, un philosophe quoi! parfois dans la peau d'un homme d'action.

Un conte de Noël

Parfois, c'est l'histoire, tyrannique, qui s'arrête, juste le temps d'une émotion profonde mais fugace. Avant Noël, je me suis souvenu d'un petit fait immense et qu'on raconte quelquefois. On dit que pendant la guerre de 1914-1918, un soir, sous un ciel étoilé, pendant une accalmie, des Allemands avaient transporté dans leur tranchée un piano. Cette guerre interminable fut atroce, on le sait. Dans la seule bataille de Verdun, qui dura un an, 700,000 hommes périrent, tant allemands que français, soit 2000 hommes **par jour**, sur un seul front. Qu'est-ce qu'on entendit, cette nuit-là, par-dessus le no-man's-land, message poignant, lancé aux Français comme aux Allemands contre la tyrannie de la politique et de l'histoire, et pour l'humanité? De la musique de Mozart...

Pierre Vadeboncoeur

Face lift

Du temps où la grammaire se pratiquait encore, il y avait des verbes auxiliaires: avoir et être en étaient. Il y avait aussi des verbes appelés semi-auxiliaires. Parmi les plus usités: avoir l'air et passer pour.

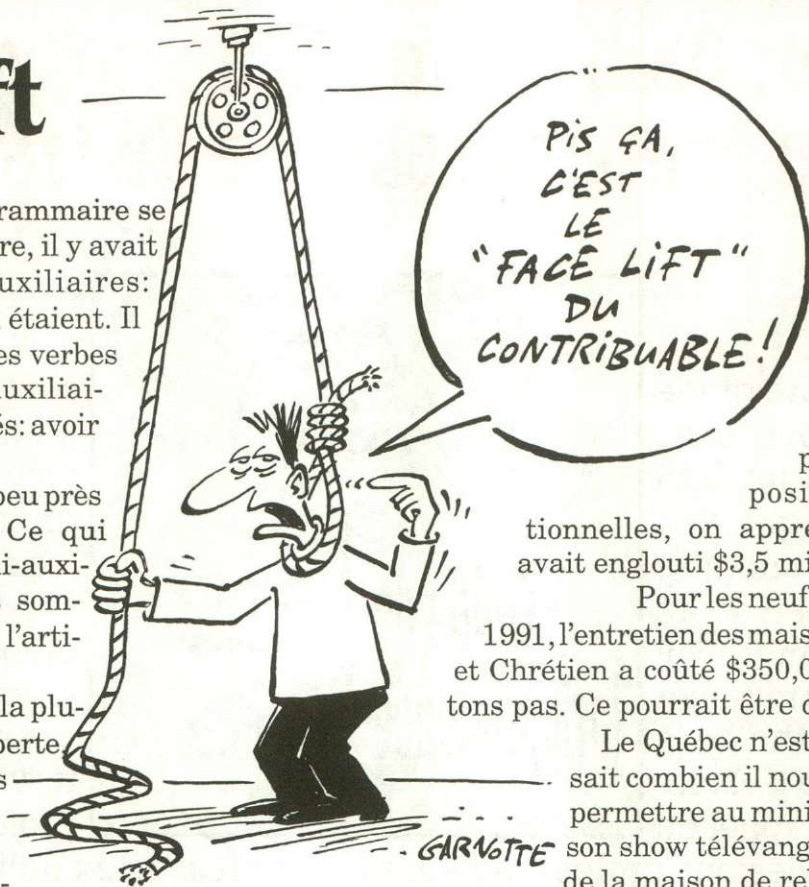
Il ne se fait à peu près plus de grammaire. Ce qui n'empêche pas les semi-auxiliaires d'atteindre des sommets, au hit-parade de l'artificiel et du toc.

Des millions, la plupart du temps en pure perte, sont garrochés dans cette industrie du face lift. Ce qui finit par excéder les contribuables.

Chaque fois qu'on leur demande s'ils sont prêts à payer des taxes pour améliorer les services sociaux et de santé, l'éducation, la protection de l'environnement, ces mêmes contribuables se disent d'accord. Mais d'une oreille, ils entendent qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses des gouvernements et qu'en conséquence, ils doivent déboursier encore plus pour moins de services. De l'autre oreille, ils entendent sonner les millions qui tombent dans les escarcelles des fabricants d'images et des manipulateurs de l'opinion publique.

Il semble qu'il n'y a plus un ministère, plus une officine gouvernementale, plus une commission d'enquête qui n'aient recours à ces traitements qui, pour être superficiels, n'en sont pas moins excessivement coûteux. À cet égard, justement, l'industrie fédérale des commissions d'enquête, commissions qui la plupart du temps ne font rien d'autre que des tentatives de revampage d'une image plutôt amochée, a roulé à plein régime en 1991. Le coût global: \$100 millions. Et il reste encore quelques factures à venir!

Une de ces commissions a été chargée d'étudier les nouvelles techniques de reproduction. Pour «forger une nouvelle image» de la présidente Patricia Baird, un consultant a reçu pas moins de \$37,000. On se dit qu'à ce prix, il devait



PIS ÇA,
C'EST
LE
"FACE LIFT"
DU
CONTRIBUABLE!

GARVOTTE

avoir terriblement de travail à faire pour la rendre présentable.

Pour la seule impression des propositions constitutionnelles, on apprenait qu'Ottawa avait englouti \$3,5 millions.

Pour les neuf premiers mois de 1991, l'entretien des maisons des Mulrone et Chrétien a coûté \$350,000. Mais n'insistons pas. Ce pourrait être de la démagogie.

Le Québec n'est pas en reste. On sait combien il nous en a coûté pour permettre au ministre Côté de faire son show télévangéliste, avec l'aide de la maison de relations publiques National. La RIO a fait sa part. Un demi-million de dollars a été confié à la même firme pour refaire, avant Noël, une réputation au Stade olympique.

«J'ai un bon ami qui s'appelle Gil Rémillard...», confiait l'ex-président de la Société des établissements de plein air du Québec. Après 19 mois à ce poste, M. Raymond Lavoie tirait sa révérence, assuré cependant d'une prime de départ de \$160,000. Placée à 10%, cette somme représente un bon coussin annuel. Et à vie.

On avait appris que les Cris, pour tendre des pièges à Hydro-Québec, avaient requis les services d'une importante maison de publicité de Toronto. N'écoutant que son courage et tassant ses employés à son service aux communications, Hydro a confié «à une des plus importantes firmes de relations publiques du monde, Berston-Marseller», le soin de protéger ses intérêts, qui ne sont pas nécessairement toujours les nôtres. On saura plus tard ce qu'il en coûte; mais d'ores et déjà, on peut être assuré que la clientèle ordinaire ne verra pas sa facture réduite de \$300.

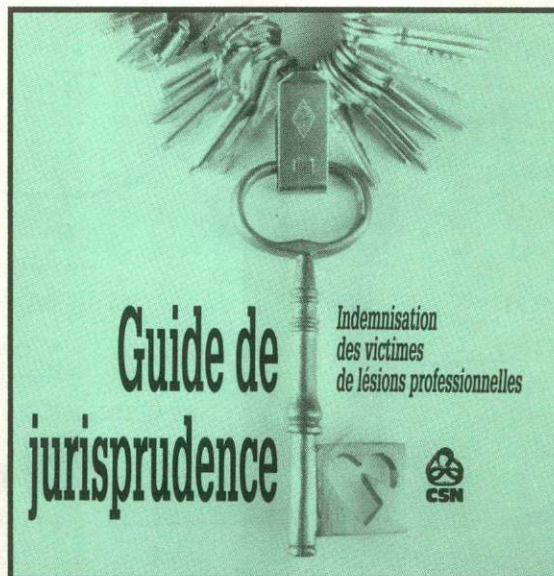
C'est quand ils se rendent compte qu'on les prend pour des caves que les gens se choquent.

Michel Rioux

La clé pour bien comprendre nos droits en santé et sécurité du travail

Le guide de jurisprudence de la CSN est un outil essentiel pour qui veut faire reconnaître ses droits en santé et sécurité du travail et traverser le labyrinthe de la CSST et de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (CALP). La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles est l'une des lois les plus complexes.

Au cours des dernières années, l'application étroite de la CSST et les contestations des employeurs, entre autres, ont eu pour effet de judiciairiser le système. Les appels se sont multipliés et les délais d'attente se



sont allongés, avec pour résultat que les victimes ont perdu des droits. Le guide de jurisprudence est une version syndicale et un outil de référence unique au Québec de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Il s'adresse aux militant-es qui ont à plaider devant les bureaux de révision paritaires et de la CALP.

Le guide de jurisprudence est en vente au coût de \$75 au Service de la documentation de la CSN. Le prix comprend les frais d'expédition et de manutention et une mise à jour pour la première année.

Guide de jurisprudence de la CSN

Indemnisation des victimes des lésions professionnelles

Coût: \$70 l'exemplaire plus \$5 de frais d'envoi et de manutention.

S'adresser au **Service de la documentation de la CSN,**

1601, avenue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5.

Tél. (514) 598-2151 Télécopieur: (514) 598-2089

Bon de commande

Nom du syndicat: _____

Code du syndicat: _____

Adresse: _____

Personne responsable en santé-sécurité: _____

Ville: _____

Téléphone: _____